



Avant-projet de Loi de finances 2018

Ouyahia annonce un impôt sur la fortune

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui répondait hier aux interrogations des membres du Conseil de la nation à propos du Plan d'action du gouvernement, a évoqué plusieurs sujets, notamment le recours au financement non conventionnel.

Page 3

Tébessa

Trois bombes artisanales détruites par l'armée

Page 24

Affaire du décès de la parturiente de Djelfa et son bébé

Une gynécologue et trois sages-femmes condamnées

Le Tribunal de Aïn Oussara dans la wilaya de Djelfa a rendu son verdict, hier, dans l'affaire du décès d'une jeune parturiente et son bébé, en prononçant des peines différentes à l'encontre des mis en cause dans cette affaire qui a défrayé la chronique nationale.

Page 2



Près d'un mois après la rentrée scolaire

Les élèves toujours sans livres

Page 3



Produits d'artisanat

Un segment en attente d'une véritable réhabilitation

le grand atout de l'Algérie d'avoir deux saisons touristiques qui se complètent, non seulement dans le calendrier et l'alternance climatique, mais également dans la palette de paysages, de sites, de métiers artisanaux et de produits du terroir à présenter aux touristes nationaux et étrangers.

Pourtant, comme le souligne le document mis en ligne sur le site du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, portant sur le plan d'action du segment de l'artisanat à l'horizon 2020, «l'orientation vers l'économie de marché a promu, au rang de priorité, le rôle des secteurs générateurs d'emplois et créateurs de valeur ajoutée, dont l'artisanat et les métiers». Le document explique que le contenu de ce travail s'ins-

crit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des assises nationales de 2009, ainsi que celles des séminaires régionaux de 2011 et de la conférence nationale sur l'artisanat de la même année. «Ces recommandations ont fixé les grandes lignes de développement et ont déterminé les chantiers des réformes à engager», souligne-t-on. A l'occasion de la nouvelle saison touristique du Sud algérien, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a rappelé l'intérêt particulier accordé par le Président de la République au secteur du tourisme et de l'artisanat au vu de son importance économique, notamment dans la conjoncture actuelle.

Page 4

Championnat d'Algérie de parapente à Aswel N'Ath Ziki (Tizi Ouzou)

Quand planer avec les rapaces du Djurdjura devient possible

Planer avec les rapaces au-dessus du Djurdjura, déployer sa voile, prendre de la hauteur et se laisser emporter par le vent : les participants au 3^e championnat d'Algérie de parapente, disputé du 19 au 23 septembre à Bouzguène (Tizi Ouzou), ont connu beaucoup d'émotion et vécu des moments inoubliables.

Page 7



Par Saâd Taferka

L'ouverture officielle de la saison du tourisme saharien aura lieu le premier octobre prochain, alors que le bilan de la saison estivale n'est pas encore définitivement établi, d'autant plus que l'été joue les prolongations, faisant que certaines plages sont, à ce jour, sollicitées par des jeunes et des familles pendant le week-end.

Néanmoins, à l'heure où le plan d'action du gouvernement de Ahmed Ouyahia est présenté devant les députés et les sénateurs, il est malaisé d'évaluer positivement



Affaire du décès de la parturiente de Djelfa et son bébé

Une gynécologue et trois sages-femmes condamnées

Le Tribunal de Aïn Oussara dans la wilaya de Djelfa a rendu son verdict, hier, dans l'affaire du décès d'une jeune parturiente et son bébé, en prononçant des peines différentes à l'encontre des mis en cause dans cette affaire qui a défrayé la chronique nationale.



Par M. Ait Chabane

En effet, la gynécologue mise en cause dans cette affaire a écopé d'une peine d'un an de prison dont deux mois ferme, assortie d'une amende de 200 000 dinars. Les autres personnes accusées dans cette même affaire, en l'occurrence trois sages-femmes, un surveillant et un permanencier, ont écopé de six mois de prison dont deux ferme et des amendes de 50 000 et 100 000 dinars. Par ailleurs, le même tribunal a prononcé l'acquittement assorti d'une amende de 16 000 DA à l'encontre du responsable de la morgue de l'hôpital de Aïn Oussara, tandis que trois mis en cause qui étaient placés sous contrôle judiciaire ont bénéficié de l'acquittement. Les mis en cause dans cette affaire

sont poursuivis pour « homicide involontaire pour cause de négligence, non-respect du règlement en vigueur et refus volontaire de prêter assistance à une personne en danger ». Ils sont poursuivis également pour les chefs d'accusation de faux et usage de faux, imitation et usage de cachet officiel, falsification d'un arrêt de travail ou d'invalidité par le médecin spécialiste de l'hôpital de Aïn Oussara. Le parquet général près du tribunal de Aïn Oussara avait requis, le 21 septembre dernier, deux mois d'emprisonnement ferme assortis d'une amende de 100 000 DA à l'encontre de la gynécologue impliquée dans cette affaire et une année d'emprisonnement ferme assortie de 100 000 DA à l'encontre des autres mis en cause détenus (trois sages-femmes, le directeur de

permanence et le contrôleur médical). Pour rappel, cette tragédie a suscité un grand tollé parmi la population et fait couler beaucoup d'encre. Les faits remontent à la dernière semaine de juillet dernier, lorsqu'une femme enceinte et son bébé ont trouvé la mort, suscitant une grande indignation de l'opinion publique. Suite à quoi, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'est constitué partie civile dans le procès. La population locale et la famille de la victime ont manifesté leur colère et réclamé des sanctions sévères à l'encontre de tous les responsables. D'ailleurs, le ministère de tutelle a également indiqué avoir immédiatement, après la survenue des faits, dépêché sur place une commission d'enquête constituée de

trois inspecteurs et d'un professeur en gynéco-obstétrique chargés de faire toute la lumière sur tous les aspects administratifs, organisationnels et médicaux de cette affaire. Reste à savoir la réaction du personnel du secteur de la santé face à ce verdict à l'encontre de leurs collègues. Les hospitalo-universitaires, les médecins résidents, le syndicat des sages-femmes et d'autres corporations du secteur ont, d'ores et déjà, enclenché des mouvements de grève pour protester contre « l'acharnement » envers leurs collègues. En d'autres termes, la condamnation, quand bien même pas très lourde, de quelques responsables de la tragédie de Djelfa, risque de mettre le feu aux poudres parmi le secteur de la santé, déjà en ébullition.

M. A. C.

Algérie Poste

Une application électronique permet aux épouses de retirer l'argent de leurs conjoints

Les clientes d'Algérie Poste, titulaires d'une carte nationale d'identité biométrique, pourront, dès la semaine prochaine, retirer l'argent de leurs époux au niveau des agences d'AP et ce, grâce à une nouvelle application électronique présentée hier à Alger et qui a été développée conjointement par la direction des titres et documents sécurisés du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et Algérie Poste. « L'épouse n'aura plus de difficultés au niveau des guichets d'Algérie Poste à retirer l'argent de son époux grâce à la solution technique, opérationnelle dès la semaine prochaine, et qui permet d'afficher électroniquement au niveau des agences d'Algérie Poste les noms et prénoms de l'époux de la cliente », a expliqué Hacène Boualem de la direction des titres et documents sécurisés.

Le même responsable a indiqué que cette action « vient suite aux instructions du ministre de l'Intérieur relatives à la délivrance de la carte nationale d'identité biométrique au moment du renouvellement de l'ancienne carte », ajoutant que cette opération « sera suivie par d'autres dans la même finalité consistant à offrir davantage de services électroniques ».

Il a également mis en évidence, dans son intervention, la détermination des pouvoirs publics à « poursuivre le développement des services électroniques afin de parvenir à une administration numérisée à 100% (e-administration), et aussi travailler en coordination avec les autres secteurs à l'effet de leur fournir des informations de l'identité digitale (authentification forte) devant permettre de créer la confiance entre le citoyen et les fournisseurs de services », ajoutant que d'autres opérations similaires et touchant divers secteurs « seront lancées prochainement ».

Pour sa part, le directeur informatique par intérim au niveau d'Algérie Poste, Salem Guesmi, a souligné que cette application a été conçue pour « permettre de récupérer toutes les données inscrites sur la carte biométrique, mais qui ne sont pas affichées (elles sont stockées dans la puce) ».

Cette application « est venue remédier au fait que la carte nationale biométrique n'affiche pas les nom et prénom de l'époux », a-t-il ajouté, relevant que le nouveau service « sera assuré dans des agences pilotes comme première étape avant de passer à sa généralisation à travers toutes les agences d'Algérie Poste ».

R. N.

Selon la directrice de la CACI

L'Algérie dispose de moyens d'investissements « importants »

L'Algérie dispose d'importants moyens et opportunités d'investissements pouvant être concrétisés en projets dans le cadre de la coopération arabo-africaine, a indiqué, hier à Amman, la directrice générale de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (Caci).

Lors d'une séance sur « les opportunités d'investissements en Afrique et dans les pays arabes » dans le cadre du forum économique arabo-africain qu'abrite la Jordanie sous le thème « feuille de route et financement accordé pour des investissements réussis », la responsable a souligné que les parties concernées étaient convaincues que « l'Algérie dispose de moyens et opportunités d'investissements importants pouvant être concrétisés en projets dans le

cadre de programmes ambitieux et prometteurs, notamment à la faveur des réductions fiscales et des mesures douanières préférentielles décidées par les autorités publiques ».

Mme Bahlou, qui a fait observer que les opportunités d'investissement en Algérie « augmentent particulièrement en ce qui concerne l'investissement commun », mettant en exergue la composante de l'économie algérienne qui repose sur les petites et moyennes entreprises (PME) dont le nombre dépasse un million.

Elle a également mis en relief les opportunités d'investissements « importantes » et les facilités accordées dans ce secteur.

Evoquant l'orientation stratégique que l'Etat entend concrétiser à travers l'activation des petits et

moyens projets en Algérie durant la dernière décennie, la responsable a déclaré : « Nous devons réfléchir aux moyens et mécanismes à même d'intensifier le partenariat dans les petits et moyens projets d'investissements », ajoutant : « Nous pouvons également bénéficier du cadre que nous offre l'Union des chambres arabes pour un partenariat gagnant pour toutes les parties ».

L'Algérie aspire à réaliser un taux de croissance autour de 4% en 2018 et dispose de réserves de change (103 milliards de dollars).

Mme Bahlou s'est félicitée de la présence, en Algérie, de plusieurs entreprises arabes qui aspirent aujourd'hui à des perspectives prometteuses pour accéder aux marchés africains.

Les travaux du forum économique arabo-africain ont débuté hier avec la participation de l'Algérie représentée par le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Mohamed Laïd Benamor, qui participe aussi à la 125^e session du Conseil de l'union des chambres arabes et le colloque algéro-jordanien des Chambres de commerce des deux pays.

Le forum est organisé par la Chambre de commerce de la Jordanie en collaboration avec l'Union des chambres arabes et le groupe libanais de l'économie et des affaires dans l'objectif de « développer les relations économiques et commerciales et les investissements arabo-africains » avec la participation de 500 spécialistes représentant 53 pays

arabes, africains et étrangers.

Les participants à cette manifestation de deux jours veilleront à examiner les nouvelles opportunités de développement de la coopération dans le domaine, commerciale et d'investissement entre les pays arabes et africains à la lumière des décisions du 4^e Sommet arabo-africain tenu l'année dernière en Guinée équatoriale.

Prendront part à ce forum les ministres et responsables concernés par l'économie et l'investissement dans les pays arabes et en Afrique, et les responsables des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et la Chambre de commerce arabes et étrangères, ainsi que les Chambres africaines.

Bilal L.

Avant-projet de Loi de finances 2018

Ouyahia annonce un impôt sur la fortune

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui répondait hier aux interrogations des membres du Conseil de la nation à propos du Plan d'action du gouvernement, a évoqué plusieurs sujets, notamment le recours au financement non conventionnel.



Donnant plus de détails, Ahmed Ouyahia, qui a fait savoir que le Président de la République va signer un décret pour la création d'une instance indépendante pour le contrôle du mécanisme du financement non conventionnel, après l'adoption par le Parlement de la loi sur la monnaie et le crédit, a révélé aussi qu'un impôt sur la fortune sera proposé dans l'avant-projet de Loi de finances 2018. Le Premier ministre a précisé qu'il s'agirait d'une introduction d'un impôt sur la fortune «d'une manière plus directe», tout en ajoutant qu'il existe déjà un impôt sur le patrimoine. M. Ouyahia a aussi tenu à souligner que par ses barèmes, cet impôt sur la fortune «ne concernera pas 90% des Algériens». Se voulant plus rassurant sur les capacités financières de l'Algérie, il soulignera aussi que les réserves de l'Algérie

en or représentent actuellement l'équivalent de plus de 6 milliards de dollars. Ce montant vient en plus des réserves de change qui sont de l'ordre de 102 milliards de dollars en septembre en cours, a-t-il ajouté. Selon le Premier ministre, ce montant des réserves algériennes «de Kaïd Ahmed qui, en tant que ministre des Finances (au milieu des années 1960), avait acquis ces quantités qui ont pris de la valeur avec le temps. Sans donner le montant exact du financement non conventionnel, Ouyahia assurera toutefois qu'aucun dinar ne sera destiné au budget de fonctionnement. Dans la foulée, il révélera que l'Etat a consacré 400 milliards de dinars pour le paiement des créances impayées des entreprises. Un montant qui sera inscrit selon lui, dans la Loi de finances 2018. Dans le même ordre d'idées, Ouyahia a expliqué que dans le PLF 2018, 500 milliards de dinars

seront réservés pour la Cnas qui finance la CNR (Caisse nationale des retraites). «L'Etat va prendre les mesures nécessaires pour assurer le versement des retraites», assure-t-il, tout en estimant que «la solution est la réforme radicale du système des retraites». S'agissant des projets gelés, il précisera que «l'Etat a gelé des projets de plus de 2 000 milliards de dinars». «Même les secteurs de l'Education nationale, la santé et l'eau ont été touchés par le gel», a-t-il dit précisant que l'Etat va «lever le gel sur tous les projets de l'Education nationale, de la santé à l'exception des grands CHU, mais les polycliniques, les hôpitaux spécialisés, les équipements médicaux seront relancés». Aussi, il a indiqué que le gouvernement n'envisage pas d'imposer une taxe pour les Algériens qui se rendent à l'étranger.

«Je profite de l'occasion pour

préciser que le gouvernement n'envisage pas de taxe sur les Algériens qui se rendent à l'étranger», a-t-il déclaré.

Dans le même sillage, le Premier ministre a rappelé que l'Etat avait accordé d'«importants avantages» au secteur du tourisme depuis 2009, citant, entre autres, l'exonération sur une durée de 10 ans de l'IBS (impôt sur le bénéfice des sociétés) ou sur la TAP (taxe sur l'activité professionnelle).

Concernant les réalisations enregistrées dans le secteur, il a précisé qu'entre 2011 à juin de l'année en cours, 374 nouveaux hôtels ont été inaugurés avec plus de 32 000 chambres, ajoutant que 582 nouveaux hôtels avec 75 000 lits sont en chantier.

Citant d'autres réalisations, il a rappelé l'ouverture d'une grande école internationale d'hôtellerie et la remise à niveau des hôtels publics.

R. N.

Décès du moudjahid Mohamed Lemkani

Le moudjahid Mohamed Lemkani est décédé hier à l'âge de 85 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine.

Né le 1^{er} janvier 1932 à Tlemcen, le défunt comptait parmi les moudjahidine de la première heure qui ont répondu à l'appel de la patrie. Il rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1955 dans la Zone I de la Wilaya V historique. Il a travaillé au ministère de l'Armement et des Liaisons générales (Malg) dans la Wilaya VIII historique de 1959 à 1962.

Mohamed Lemkani a pris part à plusieurs batailles contre l'occupation française, ce qui lui a valu le respect et la confiance de plusieurs dirigeants et compagnons d'armes.

Au lendemain de l'indépendance, il a occupé plusieurs postes dans les secteurs du commerce et de la santé. Il fut désigné au poste de vice-président à

l'Assemblée populaire nationale (APN) puis nommé ambassadeur d'Algérie en Albanie. Il a, à son actif, plusieurs recherches et ouvrages dont *Les hommes de l'ombre*.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes, priant Dieu le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Le défunt a été inhumé hier après la prière d'Al dohr au cimetière de Sidi Yahia.

R. N.

Près d'un mois après la rentrée scolaire

Les élèves toujours sans livres

Par Karima Nacer

Près d'un mois après la rentrée des classes, les élèves n'ont pas encore obtenu tous leurs livres scolaires. Le manque se fait sentir particulièrement pour le niveau moyen. Ce qui est sûr, c'est que le quota proposé par l'Office national des publications scolaires (Onps) est loin de suffire aux besoins des milliers d'acheteurs.

Cette année, on en a beaucoup entendu parler de changement, de réformes scolaires et notamment de disponibilité des manuels scolaires pour tous les niveaux. Sur ce point, la ministre avait affirmé avant la rentrée scolaire, et à maintes reprises, que toutes les mesures ont été prises afin d'assu-

rer le bon déroulement de l'année scolaire. Mais il semble que ces mesures n'ont pas été appliquées et des carences à combler demeurent toujours, entravant le déroulement de l'année et n'écartent certainement pas aux élèves une scolarité sans retards.

En effet, un mois après le début de la rentrée des classes, les écoliers de certains établissements n'ont toujours pas leurs livres scolaires. Et les parents d'élèves qui ont anticipé et acheté les livres avant la rentrée, se sont retrouvés avec des faux. «J'ai acheté les livres au mois d'août pour mon fils élève en 2^{ème} AM. Mais après la rentrée, il s'est avéré que ces livres ne sont pas les bons», raconte Hocine, parent de trois enfants.

«L'Onps ouvre ses portes à 10h et les parents d'élèves sont obligés de se lever tôt pour avoir la chance de se procurer les livres le même jour. Au bout de deux ou trois heures d'attente, on nous a signifié que certains livres ne sont pas disponibles», témoigne encore Hocine. «Normalement, l'office doit afficher la liste des livres non disponibles pour éviter aux parents de faire vainement la queue plusieurs heures».

Les parents qui ont préféré attendre la rentrée pour l'achat des livres, se retrouvent à courir de librairies en points de vente de l'Office national des publications scolaires (Onps) à la recherche des livres scolaires. L'Onps est la première destination. Il y a une grande pression sur le point de

vente de Zighoud Youcef. Trop de monde. Une chaîne interminable se forme devant ce centre et le quota des livres est insuffisant. Sur 10 livres, seulement, 2 ou 3 sont disponibles.

Des parents sont venus de partout pour acheter les livres scolaires. Mais, après avoir subi une longue file d'attente, on leur signifie qu'il manque la majorité des ouvrages.

«Je suis obligée d'attendre pour acheter à mes deux enfants leurs livres scolaires. J'habite à Bab Ezzouar, Cela fait un mois qu'on attend que l'école primaire se dote de livres et jusqu'à l'heure actuelle, mes enfants n'ont pas leurs manuels», déplore une mère, rencontrée devant l'Onps qui ajoute «le pire dans tous ça, les ven-

deurs au sein de cet office n'aident pas les parents. Ils nous demandent de revenir. Eux mêmes ne savent pas si les livres seront disponibles ou pas».

Dans plusieurs librairies censées vendre les livres scolaires afin de réduire la pression sur un seul centre de vente, les livres manquent aussi. Certaines d'entre elles, ont même refusé carrément d'accepter la vente du livre scolaire pour éviter la grande foule et les désagréments avec les parents d'élèves. A chaque rentrée scolaire, l'achat de livres scolaires devient un vrai casse-tête pour les parents d'élèves. Cette année encore, un manque flagrant de livres est enregistré au niveau de l'Onps et au niveau des écoles.

K.N.

Produits d'artisanat

Un segment en attente d'une véritable réhabilitation

L'ouverture officielle de la saison du tourisme saharien aura lieu le premier octobre prochain, alors que le bilan de la saison estivale n'est pas encore définitivement établi, d'autant plus que l'été joue les prolongations, faisant que certaines plages sont, à ce jour, sollicitées par des jeunes et des familles pendant le week-end.



Par Saâd Taferka

Néanmoins, à l'heure où le plan d'action du gouvernement de Ahmed Ouyahia est présenté devant les députés et les sénateurs, il est malaisé d'évaluer positivement le grand atout de l'Algérie d'avoir deux saisons touristiques qui se complètent, non seulement dans le calendrier et l'alternance climatique, mais également dans la palette de paysages, de sites, de métiers artisanaux et de produits du terroir à présenter aux touristes nationaux et étrangers.

Pourtant, comme le souligne le document mis en ligne sur le site du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, portant sur le plan d'action du segment de l'artisanat à l'horizon 2020, «l'orientation vers l'économie de marché a promu, au rang de priorité, le rôle des secteurs générateurs d'emplois et créateurs de valeur ajoutée, dont l'artisanat et les métiers». Le document explique que le contenu de ce travail s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des assises nationales de 2009, ainsi que celles des séminaires régionaux de 2011 et de la conférence nationale sur l'artisanat de la même année. «Ces recommandations ont fixé les grandes lignes de développement et ont déterminé les chantiers des réformes à engager», souligne-t-on. A l'occasion de la nouvelle saison touristique du Sud algérien, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a rappelé l'intérêt particulier accordé par le Président de la République au secteur du tourisme et de l'artisanat au vu de son importance économique, notamment dans la conjoncture actuelle. Le ministre s'est engagé à augmenter le taux de participation de son secteur dans le PIB, estimé actuellement à 2% seulement.

En tout état de cause, quels que soient les efforts consentis dans le domaine de l'offre de séjour, d'hébergement, de transport et de délivrance de visas aux touristes étrangers, la relance du secteur touristique ne saurait se contenter des infrastructures hôte-

lières, si tant est que celles-ci existent en nombre et brillent en qualité; ni des beaux discours sur une destination Algérie à laquelle il manque la vraie boussole. Le tourisme, en tant qu'un des substituts à l'hégémonie des recettes pétrolières, actuellement en déclin, se base d'abord sur une matière première que l'on devrait rendre visible et viable. Les sites naturels, historiques, culturels, dont l'Algérie regorge, au Nord comme au Sud, sont encore mal valorisés face à l'exigence d'un tourisme de masse tel qu'il se pratique en Egypte, en Tunisie, en Turquie ou au Maroc. L'autre volet, source d'attractivité touristique, est immanquablement les produits d'artisanat traditionnel et les produits du terroir. Des chambres d'artisanat sont installées au niveau des wilayas. Mais la machine administrative arrive mal à se mettre au diapason des défis qui se posent dans ce domaine si sensible, où se côtoient et se conjuguent la culture, la mémoire du peuple et l'économie. Il se trouve que, même les projets de proximité de développement rural intégré, ayant un de leur volet dédié à l'artisanat, n'ont pas réussi à casser l'indifférence générale qui paralyse ce secteur. Le tapis de la région des Ksour, principalement à Aflou, tarde à se frayer un chemin dans le maquis de la bureaucratie pour une prise en charge réelle. Il en est de même des objets de vannerie des régions steppiques, des poteries de Kallous, dans la wilaya de Bouira, ou de Maâtka, des bijoux en argent de Beni Yenni, du tapis mozabite, de la kachabia de Ouled Naïl, et de bien d'autres produits traditionnellement fabriqués par les femmes et les hommes de ce pays, avant que le pétrole ne vienne rendre «percluses» des mains qui étaient d'une dextérité proverbiale.

Pot de terre contre pot de terre

Avec l'évolution du commerce extérieur algérien, orienté quasi exclusivement vers le tout-import, et à l'ombre de l'embellie financière dont a disposé l'Algérie jusqu'à la crise actuelle, des filons ou créneaux nouveaux-

qui ne représentaient pas des cas d'urgence ou de nécessité absolue - ont été investis par ceux qui activent dans le domaine de l'importation. L'économie nationale va peiner à se remettre totalement des errements qui ont valu l'asphyxie de plusieurs métiers traditionnellement ancrés dans la culture nationale et ce, en raison d'importations inconsidérées d'objets naguère fabriqués ou produits dans les villes et villages d'Algérie. Les démantèlements tarifaires pour des milliers de produits provenant de l'Union européenne, l'extrême ouverture du marché algérien vers la Chine et le développement considérable du salariat favorisé par le système de distribution de la rente, tous ces facteurs ont contribué à faire régresser l'intérêt pour l'artisanat national, au point de le faire paraître comme une curiosité ou un élément d'exotisme de pacotille qui n'a plus de relation intime avec l'organisation de la famille, la tribu, l'économie domestique ou une quelconque organisation de la société.

L'observateur le plus distrait peut remarquer que les magasins de quincaillerie ou de vaisselle domestique regorgent aujourd'hui d'objets hétéroclites et de gadgets, parfois en forme de joujoux, rappelant grossièrement une autre aire civilisationnelle (Extrême-Orient, Europe, Afrique noire). Comment se fait-il que ces contrées lointaines, sans ressources naturelles avérées, ont produit des objets décoratifs, semi-industriels, ou parfois complètement industriels, pour les exporter, par voie régulière ou via le marché informel, à un pays qui a tous les moyens de valoriser ses propres ressources et de les exporter par le truchement de l'activité touristique ?

Entre les vieux produits algériens du terroir - chargés d'un message ancestral et d'une mémoire estampillée par le sceau de l'histoire - qui, aujourd'hui, périclitent, d'une part, et les ersatz d'artisanat entrant par les ports ou dans les cabas, d'autre part, s'engage le combat du pot de terre contre le pot de terre, ou de David contre Goliath. Les premiers, les nôtres, perdent chaque jour

les mains de fées qui les façonnaient, et sont réduits à la portion congrue de l'économie nationale; les seconds sont doublement soutenus; d'abord, par l'activisme et la vigueur des producteurs et exportateurs asiatiques et européens, ensuite, par l'indolence d'une économie algérienne sous perfusion, installant une vraie fausse prospérité.

L'autre drame est cette «familiarisation» forcée des familles algériennes avec le strass d'artisanat d'importation - y compris du faux argent - qui garnit nos salons, couloirs et autres recoins de la maison, au détriment de ce qui a toujours fait l'âme et l'expression de la culture nationale.

Sollicité pour contribuer à la diversification économique

Longtemps contenu dans les limites de l'activité folklorique, ravalé au rang d'une «coquetterie» sans lendemain à l'ombre de la rente, concurrencé par les ersatz de produits provenant de l'étranger, abandonné à son peu enviable sort, l'artisanat algérien est aujourd'hui sollicité pour participer à la diversification économique. Le plan d'action du secteur à l'horizon 2020 signale que «le gouvernement a consenti d'importants investissements dans le cadre des plans quinquennaux 2005-2009 et 2010-2014 pour la réalisation des infrastructures et des installations nécessaires à l'accompagnement et à l'encadrement des opérateurs et des professionnels du secteur. Outre ces infrastructures constituées, composées de Maisons de l'artisanat, de Centres des savoir-faire locaux, d'ateliers de formation/production, de centrales d'achat de laine, de centres d'estampillage, d'espaces d'exposition-vente, de souikate, il y a également les pôles d'excellence qui ont pour ambition de créer, dans des espaces et des territoires donnés, des dynamiques autour de projets favorisant le développement économique local, par la mise en valeur des productions artisanales locales et la promotion des richesses culturelles et touristiques de la région désignée».

Dans le contexte de la dynamique que compte imprimer le gouvernement à la nouvelle économie, censée s'autonomiser, au moins d'une façon relative, par rapport aux hydrocarbures, comment passer d'une simple politique de prestige, qui se déploie pendant un mois - celui du patrimoine matériel et immatériel, entre avril et mai de chaque année - à une stratégie de production, de soutien - en amont et en aval - des vrais producteurs et de la valorisation de la culture et de la personnalité algérienne à travers la redynamisation du secteur de l'artisanat ? Quelle stratégie mettre en place afin de pouvoir positionner le développement de l'artisanat et des produits du terroir dans la chaîne de valeurs susceptible de hausser la plus-value du secteur du tourisme ? D'après le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, il est projeté la création de 2,5 millions d'emplois à l'horizon 2030 dans les différentes activités de l'artisanat, avec un produit intérieur brut de 860 milliards de dinars, dont la moitié pourrait être atteinte en 2020, avec un million d'emplois.

L'on se souvient que cette dernière perspective, à savoir 2020, a été déjà entrevue en 2009, lors des assises nationales du tourisme. Huit ans après, il semble que la croissance du secteur de l'artisanat peine à se frayer un chemin et une visibilité dans une ambiance générale faite de «résidus» de rente pétrolière et de recherche interminable de nouvelles alternatives économiques. Le peu de producteurs et de créateurs - car dans ce domaine, il bien création et dimension artistique - qui ont défié les contraintes et la morosité du climat d'investissement, l'on fait d'abord par amour du métier. Mais l'attachement risque de s'éroder si une politique d'accompagnement et une stratégie claire ne s'affichent pas rapidement au sein des instances administratives et chez les gestionnaires de l'économie nationale. **S. T.**

Selon Ould Salek

La France, «un obstacle à la paix» au Sahara occidental

La France est un obstacle à la paix au Sahara occidental, a déclaré, mardi à New York, le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Mohamed Salem Ould Salek, appelant la nouvelle administration française à se conformer au droit international.



«L'indépendance du Sahara occidental est bloquée par la France qui dispose du droit de veto au Conseil de sécurité», a déclaré Ould Salek en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Et d'ajouter : «La France est aujourd'hui un obstacle à la résolution de la question sahraouie en dépit de ses déclarations officielles sur ses efforts à rétablir la paix au Mali, en Libye et dans la région».

Ould Salek juge «très surprenante» la position de la France sur

cette question de décolonisation, alors qu'elle ne cesse de «se déclarer (partisane) des droits de l'homme et des peuples».

«L'Afrique a fait son devoir depuis longtemps, mais malgré les appels des chefs d'Etats africains (à l'indépendance du Sahara occidental) il y a une volonté manifeste de la France de bloquer le référendum et de refuser tout rôle à l'Union africaine dans le règlement de cette question», a-t-il soutenu.

Il a rappelé que c'est la France qui a refusé que la Minurso surveille les Droits de l'homme dans

les territoires sahraouis occupés. Elle a aussi empêché la mission onusienne d'organiser un référendum d'autodétermination, pourtant prévue dans le mandat conféré par le Conseil de sécurité à la Minurso. Actuellement, la France mène un énorme travail pour pousser l'Union européenne à «contourner la mise en oeuvre de la Cour de justice européenne qui interdit aux pays de l'UE de participer à la spoliation et au pillage des ressources sahraouies», a enchaîné le ministre.

«Il faut dire malheureusement que la politique internationale est

marquée par deux poids deux mesures, dans certains cas on impose le droit par la force quand cela converge avec certains intérêts et dans d'autres, on le bloque comme c'est le cas pour le Sahara occidental», a regretté le diplomate sahraoui.

Aujourd'hui, «Le Maroc est un élément de déstabilisation de la région du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest. Il est l'un des pays les plus arriérés d'Afrique, selon des indications de la Banque mondiale et des Nations unies, premier exportateur mondial de cannabis et aussi exportateur de terroris-

me», a relevé M. Ould Salek.

Il a également soutenu que la France et certains qui «veulent vendre l'image d'un Maroc démocrate, luttant contre l'intégrisme et le terrorisme, doivent assumer leurs responsabilités», car ils ont démontré que «leur propagande est contraire à la réalité».

Evoquant les négociations à l'arrêt entre le Front Polisario et le Maroc, que le secrétaire général de l'ONU a promis de relancer prochainement avec un nouveau dynamisme, le ministre a expliqué que le problème concernant la question sahraouie réside dans «le blocage réel» qui persiste au niveau du Conseil de sécurité.

«S'il n'y a pas de pressions réelles sur le Maroc on avancera pas dans le sens de la paix. Le Maroc ne doit pas continuer de bénéficier de la complicité de la France au niveau du Conseil de sécurité», a-t-il ajouté dans sa déclaration à l'APS.

Les derniers agissements du Maroc au niveau de l'Union africaine, qu'il venait d'intégrer dernièrement, «dévoilent son véritable visage de colonisateur», a indiqué M. Ould Salek, précisant que c'est à l'UA de «tirer les conclusions» sur cette démarche offensive du Maroc, dont l'objectif est d'empêcher les représentants sahraouis de participer aux différents rendez-vous continentaux. Le Maroc qui veut «neutraliser» le Front Polisario au niveau africain a tenté en vain d'empêcher les délégations sahraouies de prendre part au Sommet arabo-africain à Malabu et à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (Ticad) qui s'est déroulée en août dernier à Maputo en Mozambique.

«Le Maroc est un apprenti sorcier du colonialisme il ne fait que reproduire les méthodes et les déclarations des colonialistes, son entreprise est vouée à l'échec et c'est ça le sens de l'histoire», a affirmé le MAE sahraoui.

R. L.

Elle représente plusieurs marques

Elect.M dévoile le master des groupes électrogènes Fusteq

Présent à la 2^{ème} édition du Salon international des produits et services pour les mines et carrières, Elect.M, représentant officiel et exclusif de plusieurs marques premiums de groupes électrogènes et de systèmes de maintenance et supervision, a présenté durant trois jours, sa gamme exceptionnelle des groupes électrogènes Fusteq, conçus pour répondre aux besoins spécifiques, notamment, en termes de la résistance thermique et de l'insonorisation.

La série Fusteq, le premier générateur de son genre en Algérie, est spécifiquement conçue pour faire face à des conditions climatiques les plus extrêmes, notamment dans les régions du Sud, a expliqué avant-hier, M. Ali Haïdar El Nadjar, directeur général et gérant de l'entreprise, lors de sa première rencontre avec la presse. Cette

gamme, a-t-il ajouté, offre la capacité de maintenir une production d'énergie optimale allant jusqu'à 1250 Kva - sans déclassement de puissance - à une température ambiante qui atteint les 55 degrés Celsius.

En outre, les générateurs Fusteq sont caractérisés par leurs durabilités, quel que soit le milieu d'utilisation, grâce à la conception de leurs capotages qui sépare le compartiment radiateur de l'alternateur. Par conséquent, il nécessite moins d'entretiens en raison de moins d'infiltration de poussières et de particules, a expliqué encore le même responsable.

Par ailleurs, grâce à la technologie VSI-Tech, l'accès à l'entretien sera désormais possible même en état de marche, faisant de ce générateur un modèle unique et révolutionnaire en Algérie. D'autre part, ces générateurs garantissent une insonorisation inno-

vante, permettant une utilisation dans des zones fortement urbanisées, ainsi que dans les applications résidentielles (hôtel, résidences, hôpitaux...).

Elect.M, dispose également d'un service après-vente et d'un stock important de pièces de rechange. Ces derniers, répondent le mieux aux exigences de ses clients, étalés sur tout le territoire national, à savoir plus de 600 contrats de maintenance toutes puissances et marques confondues. L'entreprise assure, à cet effet, un service de haute qualité qui repose sur un système, fiable et efficace, en l'occurrence, le «DseWebNet». Cette technologie, gérée et développée par les ingénieurs de Elect.M, se distingue par sa capacité à identifier, en temps réel, les anomalies à distance à indiqué M. Ali Haïdar El Nadjar. En outre, Elect.M adopte depuis 2012, suite à un par-

tenariat avec la compagnie britannique Deep-Sea Electronics, un service unique en Algérie qui consiste en le contrôle, la supervision et la manipulation à distance des groupes électrogènes, tous modèles confondus, grâce à la solution «DseWebNet», développée et gérée par un team d'ingénieur jeune et dynamique.

L'entreprise Elect.M, créée en 2005 par une jeune équipe qualifiée et ambitieuse dans le domaine de la maintenance des groupes électrogènes, Elect.M représente un véritable exemple d'entrepreneuriat en Algérie. La firme se lance dans un deuxième temps, après avoir cumulé plusieurs années d'expérience dans ce secteur, dans la commercialisation des marques de renommée internationale tels que la marque Bruno et la marque japonaise Mitsubishi.

Louisa A.

France/Allemagne

Alstom et Siemens confirment leur fusion

Les constructeurs ferroviaires français Alstom et allemand Siemens ont annoncé, mardi dans un communiqué commun, la «signature d'un protocole d'accord qui garantit l'exclusivité de rapprocher leurs activités de mobilité dans une fusion entre égaux».



Le groupe sera coté en France et son siège sera installé en région parisienne. La direction du groupe sera assurée par le PDG d'Alstom «avec 50% du capital de la nouvelle entité détenue par Siemens», indiquent les deux entreprises. L'Etat français, qui siège actuellement au conseil d'administration d'Alstom via des actions prêtées par Bouygues, «confirme mettre fin au prêt de titres au plus tard le 17 octobre 2017 et qu'il n'exercera pas les options d'achat données par Bouygues», indique encore ce communiqué.

La transaction prévoit que Siemens reçoive des actions nou-

vellement émises dans l'entreprise combinée représentant 50% du capital d'Alstom sur une base entièrement diluée, selon la même source.

«Cette fusion franco-allemande entre égaux envoie un signal fort à bien des égards. Nous mettons l'Europe en oeuvre et ensemble avec nos amis d'Alstom, nous créons un nouveau champion européen dans l'industrie ferroviaire pour le long terme. Ceci permettra d'offrir à nos clients dans le monde entier un portefeuille de produits plus innovants et plus compétitifs», a déclaré Joe Kaeser, Président Directeur Général de Siemens AG. «Le marché mondial a changé

de manière significative au cours de ces dernières années. Un acteur dominant en Asie a modifié la dynamique du marché mondial et la digitalisation impactera l'avenir de la mobilité. Ensemble, nous pouvons offrir un choix plus large et nous conduirons cette transformation pour nos clients, nos salariés et nos actionnaires d'une manière responsable et durable» a-t-il ajouté. «Aujourd'hui est un moment clé de l'histoire d'Alstom, qui confirme sa position de plateforme de consolidation du secteur ferroviaire grâce à sa présence mondiale sur tous les continents, sa taille, son savoir-faire technologique et son position-

nement unique sur le transport digital, l'union d'Alstom et de Siemens Mobility apportera à nos clients et en définitive à tous les citoyens, des systèmes plus intelligents et plus efficaces pour faire face aux défis de la mobilité des villes et des pays», a pour sa part déclaré Henri Poupard-Lafarge, P-DG d'Alstom s'estimant «fier de diriger la création d'un tel groupe qui façonnera sans aucun doute l'avenir de la mobilité».

La nouvelle entité bénéficiera d'un carnet de commandes de 61,2 milliards d'euros, un chiffre d'affaires de 15,3 milliards d'euros, un résultat d'exploitation ajusté de 1,2 milliard d'euros et une marge d'exploitation ajustée de 8,0%, sur la base d'informations extraites des derniers états financiers d'Alstom et de Siemens, indique le communiqué. Le rapprochement de Siemens et Alstom devrait produire des synergies annuelles de 470 millions d'euros au plus tard quatre ans après la réalisation de l'opération et vise une trésorerie nette à la date de réalisation comprise entre 500 millions et 1,0 milliard d'euros, d'après le communiqué. Le siège mondial du groupe et l'équipe de direction de l'activité Matériel Roulant seront localisés en région parisienne et la nouvelle entité restera cotée en France tandis que le siège de l'activité Mobility Solutions sera à Berlin en Allemagne. Au total, la nouvelle entité regroupera 62 300 salariés dans plus de 60 pays. **APS**

Algérie-Turquie Yousfi appelle au renforcement des partenariats industriels

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youssef Yousfi, a appelé mercredi au renforcement des partenariats industriels entre les entreprises algériennes et turques, a indiqué ce ministère dans un communiqué.

Lors de son entretien avec l'ambassadeur de Turquie à Alger, M. Mehmet Poroy, les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des relations économiques bilatérales qui connaissent une «dynamique appréciable», et ont exprimé les moyens de leur consolidation.

A ce propos, M. Poroy a mis en exergue les investissements réalisés par des entreprises turques, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, du textile, de la pharmacie et de l'automobile, rappelant que le montant de ces investissements a atteint trois milliards de dollars.

Pour sa part, M. Yousfi a mis l'accent sur la nécessité de renforcer davantage les partenariats industriels entre les entreprises des deux pays, et à souhaité les étendre à d'autres domaines d'activités tel que celui des mines, citant notamment la production et le traitement du marbre et du granit.

Il a également fait part de la disponibilité des services de son ministère à accompagner les investisseurs turcs qui souhaiteraient saisir les opportunités d'investissements en Algérie, tout en soulignant l'importance du projet de la mise en place d'une Chambre de commerce et d'industrie algéro-turque pour le rapprochement entre les investisseurs des deux pays. **T. O.**

Egypte

Le FMI satisfait des réformes économiques engagées

Le Fonds monétaire international (FMI) s'est dit satisfait mardi des réformes engagées par l'Egypte, avant le déblocage dans les prochains mois d'une nouvelle tranche de son prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans.

L'Egypte avait entamé en 2016 un programme de réformes économiques en vue de l'obtention de ce prêt. En novembre, Le Caire a notamment décidé de laisser flotter sa devise et réduire les subventions d'Etat.

Dans son premier rapport sur leur mise en place publié mardi, le FMI estime que «les réformes structurelles pour ranimer la croissance et l'emploi progressent bien».

Plongée dans une crise depuis la révolte populaire de janvier 2011, l'Egypte peine à relancer son économie. Avec le flottement de la livre égyptienne, la monnaie nationale a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar.

Dans la foulée, le gouvernement a drastiquement réduit les subventions étatiques, notamment sur l'énergie et les carburants ainsi que sur des biens de consommation jugés non prioritaires, suite à quoi le taux d'inflation annuel a atteint 33,2% en août 2017 par rapport à août 2016, selon les chiffres officiels égyptiens.

Dans ce contexte, le pouvoir d'achat des Egyptiens a considérablement diminué. Les experts économiques estiment que cette situation affecterait désormais la moitié des plus de 93 millions d'habitants du pays.

Le programme «Solidarité et Dignité» mis en place par le gouvernement égyptien, en accord avec le FMI, offre un léger soutien financier à près de deux millions de foyers.

«Les mesures prises par les autorités ont été audacieuses et nous convenons qu'elles étaient nécessaires pour inverser l'accumulation de déséquilibres qui entravaient une croissance

plus élevée et la création d'emplois», a justifié Subir Lall, chef de la mission du FMI pour l'Egypte, au cours d'une conférence de presse téléphonique depuis Washington.

M. Lall a notamment souligné que la TVA instaurée en 2016 avait «amélioré significativement le processus de collecte des revenus».

Il a aussi salué la progression de la croissance : «Nous escomptions un taux de croissance pour la fin de l'année fiscale 2016/2017 à 3,5% mais il a atteint 4,2%».

M. Lall a également dit s'attendre à une décélération de l'inflation dans les prochains mois, pour parvenir à une inflation à chiffre unique en 2019. Le FMI devrait publier son prochain rapport en décembre, préalablement au déblocage de la troisième tranche du prêt (2 milliards de dollars). Il a déjà versé à l'Egypte 2,75 milliards en novembre et 1,25 milliard en juillet. **APS**

Pour un échange des meilleures pratiques

Réunion des banques centrales africaines

Les représentants des banques centrales africaines participent à une réunion de quatre jours à Pretoria en Afrique du Sud, pour y discuter de l'impact des normes IFRS 9 (International Financial Reporting Standard 9, normes comptables et financières internationales), sur les banques et autorités réglementaires du continent.

Ce séminaire est organisé par le Groupe de travail sur la supervision transfrontalière (Working Group on Cross-border Banking Supervision) et par la Banque de réserve d'Afrique du Sud (SARB,

banque centrale).

Le gouverneur adjoint de la SARB, François Groepe, a encouragé dès l'ouverture de ce séminaire lundi, l'Association des banques centrales africaines à relever les défis auxquels ces banques sont confrontées.

«Adhérer aux normes financières internationales permettra d'éviter une répétition de la désastreuse crise financière de 2007-2008», a déclaré M. Groepe.

Cette crise a souligné les coûts systémiques d'un report de la comptabilisation des pertes de

crédit de la part des banques et autres prêteurs, et on a pu juger que l'application des normes en vigueur à l'époque avait empêché les banques de constituer des réserves appropriées pour les pertes de crédit probables au regard des risques émergents.

Cette comptabilisation différée s'est traduite par des mesures de prévision des pertes de crédit largement considérées comme «trop faibles et trop tardives», soulevant des questions sur les phénomènes pro-cycliques associés à un octroi de prêt excessif en période d'essor et à la réduction forcée

de ces crédits lors de la période de dépression ultérieure, a-t-il ajouté.

Certains experts de la finance estiment que depuis la crise financière mondiale, les banques sont mieux capitalisées aujourd'hui, avec des marges de sécurité supérieures, et plus à même d'absorber les pertes éventuelles.

Le gouverneur adjoint de la SARB a souligné que de nombreux séminaires avaient été organisés ces deux dernières années, mais qu'aucun d'entre eux jusqu'à présent ne portait spécifiquement sur la situation afri-

caine. «Il y a des facteurs uniques à l'Afrique qui doivent être pris en compte», a dit M. Groepe. «Avec ce séminaire, nous souhaitons combler cette lacune et fournir aux autorités réglementaires africaines une plateforme pour discuter des problèmes et préoccupations spécifiques qui peuvent les affecter dans la mise en oeuvre des IFRS 9.»

Le référentiel IFRS 9 a été publié le 24 juillet 2014 par l'International Accounting Standards Board, et remplace les normes internationales précédentes. **APS**

Championnat d'Algérie de parapente à Aswel N'Ath Ziki (Tizi Ouzou)

Quand planer avec les rapaces du Djurdjura devient possible

Planer avec les rapaces au-dessus du Djurdjura, déployer sa voile, prendre de la hauteur et se laisser emporter par le vent : les participants au 3^e championnat d'Algérie de parapente, disputé du 19 au 23 septembre à Bouzguène (Tizi Ouzou), ont connu beaucoup d'émotion et vécu des moments inoubliables.



Au-delà de la compétition, les 52 parapentistes dont quatre filles, issus de 14 wilayas d'Algérie, ont offert au public venu des villages voisins d'Aswel N'Ath Ziki, site d'envol, un spectacle qualifié d'«exceptionnel» par certains. Des familles qui ont afflué par dizaines vers cet endroit panoramique ont pu découvrir ce sport aérien à la fois redouté et désiré.

Sur la route qui mène au site de décollage, un rapace plane au-dessus de la route, ailes déployées dans un vol majestueux.

Mais depuis le début de la compétition, les rapaces, notamment des vautours qui nichent en haut de la falaise cernant le site côté Est et qu'on aperçoit parfois tournoyer au-dessus du plateau d'Aswel en quête d'un repas, ont cédé leur espace aérien à l'homme.

Les uns après les autres, les parapentistes courent pour faire déployer leurs voiles avant de se jeter au-dessus de la falaise à partir d'Aswel situé à 1 578 mètres d'altitude. Les participants à l'épreuve d'atterrissage de précision, doivent survoler quelque 800 mètres de dénivelée pour atterrir sur la cible qui se trouve au stade Sahel.

Au premier jour du championnat, les pilotes avaient du mal à toucher la cible et rares sont ceux qui ont pu le faire, mais les deux jours suivants, la majorité des participants à l'épreuve d'atterrissage de précision ont réussi à atterrir dans la zone délimitée par la Fédération algérienne des sports aériens (Fasa) qui a organisé cette troisième édition du championnat national de parapente, en collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports de Tizi Ouzou et le club des sports aériens et de montage de Bouzguène.

L'épreuve de distance, qui demande beaucoup de technicité, a été marquée au premier jour de compétition par un seul décollage exécuté par le champion d'Algérie-2016 de parapente, Djaffar Hamouche.

«Pas la peine de le chercher sur le site,

il a déployé sa voile et s'est envolé. Il doit avoir parcouru plusieurs kilomètres déjà», a plaisanté Hocine Bouayad, membre du club des sports aériens et de montagne de Bouzguène, en guise de réponse à ceux qui demandaient après ce pilote.

Pour son premier vol de distance, Djaffar Hamouche a atterri à Haizer (Bouira), a indiqué le directeur de course, Aziz Chennane, ajoutant qu'au deuxième jour du challenge, quatre autres pilotes ont participé à l'épreuve de distance : un a volé jusqu'à Sidi Aïch (Béjaïa), un autre a atterri à Akbou (Béjaïa) et les deux derniers dans la région de Souamaâ (Tizi Ouzou).

Première participation féminine

Quatre filles (trois issues de la wilaya de Béjaïa et la quatrième de Tlemcen) ont participé pour la première fois au championnat national de parapente. Jeunes et confiantes, elles disent ne plus pouvoir s'en passer, car voler leur procure «une sensation de légèreté et de liberté qui leur colle à la peau». Sara Mahi, la parapentiste de Tlemcen qui a à peine un an dans cette discipline, a déjà dans son CV six ans de paramoteur. «Le parapente est un sport à risque, que ce soit pour la fille ou pour le garçon. Le pilote doit s'écouter pour savoir s'il est dans de bonnes dispositions physiques afin de voler», a-t-elle expliqué.

Mahi est tombée sous le charme du vol en parapente dès son premier essai et depuis, elle ne peut plus s'en passer, a-t-elle confié. «Au-delà de la compétition, je vole d'abord pour le plaisir. Après mon premier essai, j'ai su que je ne pourrais plus cesser de voler. Quand je suis dans le ciel et avant même d'entamer l'atterrissage, je pense au prochain envol, avec cette volonté de vouloir toujours faire plus et repousser mes limites», s'enthousiasme-t-elle.

Souad Aïssat et Noura Raghdî, toutes deux de Béjaïa et amatrices des sports extrêmes, ont visé une médaille durant la compétition d'atterrissage de précision tout

en avouant que le niveau des hommes était «plus élevé, car plus expérimentés». S'agissant des risques liés à cette discipline, Noura Raghdî répond que le parapente est un «sport comme les autres» et poursuit avec un large sourire qu'elle trouve «la boxe plus dangereuse que le parapente».

Le parapente pour développer le tourisme dans la région de Bouzguène

Le championnat national de parapente à Bouzguène est une opportunité pour développer le tourisme et les sports de montagne dans cette belle région du Djurdjura, espèrent le président du club de sports aériens et de montagne de Bouzguène, Karim Allili et Houcine Bouayad, membre de ce même club.

«Les gens commencent à connaître le site d'Aswel N'Ath Ziki et à le visiter, ce qui est de bon augure pour le développement de la région à travers l'écotourisme qui profitera, notamment aux commerçants et transporteurs de la région entre autres», a espéré Bouayad. D'ailleurs, un groupe de randonneurs de la wilaya de Skikda est arrivé jeudi dans la région de Bouzguène, avec au programme des visites guidées au Musée du village Takoucht et ses huit moulins à eau, de l'Oued Assif Oughendjour, des sources de la région et une virée au site d'Aswel N'Ath Ziki, avec nuit au bivouac.

Pour sa part, Karim Allili a observé que le championnat national de parapente attirait «de plus en plus de gens, ce qui pourra contribuer à développer le tourisme dans la wilaya qui a beaucoup d'atouts dans ce secteur et les sports aériens permettraient de dévoiler la beauté de cette région».

Il a souhaité la réalisation d'un centre national des sports aériens à Tizi Ouzou, pour le montage de modèles réduits d'avions, d'ULM (planeurs ultra-légers motorisés) et de paramoteurs et même la fabrication de voiles, ce qui aura un impact positif sur l'économie locale.

APS

Fête de la Sbeiba à Djanet Près de 2 000 touristes attendus

■ Près de 2 000 touristes sont attendus à Djanet pour assister à la fête locale annuelle de la Sbeiba, dont le coup d'envoi est prévu dimanche prochain, coïncidant avec le lancement de la saison touristique saharienne, a-t-on appris mardi des responsables de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya d'Illizi.

L'on s'attend cette saison à une participation «record» de touristes algériens, en plus des étrangers, à cette manifestation pour découvrir cet événement, une des plus importantes fêtes dans le Tassili N'Ajjer, a estimé le DTA, Samir Philippon.

Dans le but d'assurer le transport des invités, une liaison charter Alger-Djanet sera organisée, parmi les mesures préconisées par le ministère du Tourisme pour la promotion des activités touristiques et l'encouragement des touristes à rallier cette destination, une des régions du pays à vocation purement touristique, a-t-il indiqué à l'APS.

Les touristes auront également l'occasion de découvrir les fabuleux sites touristiques que recèle la perle du Tassili (Djanet) et de s'enquérir ainsi du patrimoine immatériel de la Sbeiba, classée en 2014 patrimoine universel par l'Unesco.

Pour assurer la réussite de ce rendez-vous culturel annuel, un riche programme a été concocté, en coordination avec les associations culturelles et touristiques, pour faire connaître le tourisme saharien, le patrimoine culturel immatériel et matériel de la région, en plus de la prise de toutes les dispositions liées à l'accueil des touristes, a ajouté le même responsable.

Les préparatifs précédant la fête de la Sbeiba, appelés localement Timoulaouine, ont débuté au niveau des ksour d'El Mihane et Azelouaz, dans une ambiance festive, a fait savoir M. Philippon.

T. M.

Mila Début d'exploitation du périmètre d'irrigation de Teleghma

■ Le périmètre d'irrigation agricole de Teleghma (wilaya de Mila) vient d'entrer en phase d'exploitation partielle après l'achèvement de ses travaux, a indiqué mardi le chef service irrigation à la direction de wilaya des ressources en eau, Zaki Bencheikh El Hocine. L'opération concerne actuellement 2 142 hectares de ce périmètre qui s'étend au total sur 4 447 hectares répartis sur les communes d'Oued El Athmania, Oued Seggan, Teleghma et Mechira, a précisé la même source qui a souligné que la direction des ressources en eau a invité, dans ce cadre, 150 agriculteurs (dont 70 à Oued El Athmania) à se rapprocher de l'Office national de l'irrigation et du drainage (Onid) de Teleghma pour signer les actes de concession leur permettant d'irriguer leurs terres sur le périmètre. L'exploitation totale de ce périmètre dont le coût d'aménagement dans le cadre du système de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun a atteint 4 milliards de DA devra être atteinte «d'ici à avril 2018» à condition que les agriculteurs respectent leurs engagements, a souligné le même cadre.

Lors de son inspection récente de ce périmètre, le wali de Mila, Ahmouda Ahmed Zineddine, a insisté sur la mise en service de ce projet à la «fin septembre» pour répondre à la demande des agriculteurs en eau.

R. M.



Nâama

Tiout, une oasis en quête de valorisation

L'oasis de Tiout, située à 82 km au sud de Nâama, dispose de tous les atouts pour devenir une destination touristique privilégiée. C'est une région constamment en quête d'opportunités pour valoriser et exploiter ses richesses.



Les habitants de Tiout qui vivent dans des ksours, à l'ouest de la chaîne montagneuse de l'Atlas saharien, aspirent à un regain d'intérêt et une reprise de l'activité touristique dans cette région par la valorisation des sites archéologiques ainsi que du produit touristique local. Il s'agit également de promouvoir les structures d'accueil.

Les différents acteurs du secteur de la région du Tiout estiment que la baisse de l'activité touristique s'explique par l'absence de guides qualifiés pour accompagner les groupes de touristes notamment étrangers et par le manque de programmes d'information et de communication devant mettre en exergue les sites touristiques de la région et faire découvrir ses potentialités historiques et naturelles.

Henine Mohammed, président de l'association nationale touristique Kounouz El Djazair (Trésors de l'Algérie), fondée dans la commune de Tiout en juin dernier, rappelle que la région dispose d'un patrimoine matériel important pouvant devenir un produit touristique à exploiter et à faire découvrir.

Parmi ces atouts, figurent le vieux ksar de Tiout et sa mosquée, deux sites édifiés au début du 14^{ème} siècle de l'ère chrétienne (1305) se distinguant par leur architecture traditionnelle et saharienne, adaptée aux spécificités et le climat de la région. La région compte également plus de 40 habitations anciennes, véritables musées renfermant des instruments et ustensiles usuels traditionnels. Ces maisons familiales abritent également des ateliers de tissage, de poterie et autres activités manuelles héritées de génération à génération.

La commune de Tiout se distingue également par la variété de ses sites archéologiques, historiques et naturels. Le plus connu est sa station de gravures rupestres, témoignant de l'activité humaine remontant à plusieurs millénaires.

Ce site préhistorique mérite d'être connu de tous. Il est important d'inculquer l'importance de sa préservation de toutes formes de dégradations, a souligné Henine Mohamed.

De son côté, le président de l'as-

sociation le vieux ksar, Ahmed Boutrad, estime que d'autres sites sont à protéger et à valoriser comme les sources Aïn Aïssa et Aïn Lahlaf dont les eaux ont des vertus curatives notamment pour les maladies dermatologiques.

Le ksar de Tiout est connu également pour sa vieille mosquée qui compte une salle d'enseignement du Saint Livre, appelée en tamazigh takhabichet. Des ruelles et des derbs convergent vers cette mosquée qui dispose également d'une placette appelée tasfelt, conçue comme lieu de repos et de réunions.

Ahmed Boutrad déplore l'état de dégradation des constructions du ksar dont certaines se sont effondrées. D'autres sites ont pratiquement disparu.

Un habitant du ksar, Rahou Abderrahmane, un passionné défenseur du patrimoine local, a souligné la nécessité pour toutes parties concernées à la commune, les associations, les professionnels du secteur, la direction du tourisme et les autres organismes à d'œuvrer pour développer le secteur, créateur d'emplois et de richesses.

Il s'agit d'encourager les investisseurs à opter pour ce créneau en initiant des projets touristiques et en privilégiant la formation d'artisans pour redonner vie à des activités ancestrales, a-t-il ajouté.

Internet pour faire connaître Tiout

Un chercheur originaire de la région, Aggoun Ahmed, également membre de l'association les amis de l'Atlas Saharien de la wilaya de Nâama, a estimé que la relance et la promotion du tourisme passent inévitablement par le recours à Internet pour faire connaître à une large échelle cette région.

Les opérateurs du secteur doivent également créer des sites Web et des pages pour faire découvrir leurs activités, leurs programmes et leurs produits, ajouté la même source, soulignant la nécessité de faire parvenir l'information aux clients potentiels là où ils se trouvent.

Aggoun Ahmed a appelé à la nécessité de doter la commune de structures hôtelières répondant aux attentes des touristes. Actuellement,

la commune dispose d'une auberge de jeunes et d'un camping de 30 places. Ce qui un «parc dérisoire», a-t-il estimé.

Pour lui, il est également nécessaire de répertorier et de localiser les sites archéologiques de la région et d'assurer la surveillance de ces lieux.

Les services concernés, à l'instar de la direction du tourisme et de l'artisanat et celle de la culture, ont élaboré des plans et programmes visant à réhabiliter des sites touristiques de Tiout. Des opérations ont été initiées en 2003 et 2012, touchant des parties menaçant ruine du ksar de Tiout.

Par ailleurs, la direction du tourisme et de l'artisanat s'attèle à élaborer un plan global d'aménagement de la zone d'expansion touristique de l'oasis de Tiout, proposée pour classification. Cette ZET s'étend sur 200 has, a-t-on indiqué.

Il est également question de promouvoir des investissements touristiques à Tiout, en avalisant des projets notamment la réalisation d'un complexe touristique s'étendant sur 8.210 m² pour la réalisation d'un hôtel de 93 chambres totalisant 319 lits. Les travaux de ce projet, initié dans le cadre de l'investissement privé, ont été lancés, il y a une année, pour un montant d'un milliard de dinars. Il doit générer 87 postes d'emploi dans sa phase d'exploitation.

Toutefois, la cadence des travaux a été jugée lente par les services de la direction du tourisme qui a adressé des mises en demeure au propriétaire du projet, selon des sources proches de cette administration.

Par ailleurs, plusieurs associations et opérateurs du secteur ont insisté sur la valeur historique et touristique de l'ancienne ville de Tiout. Ils ont exhorté toutes les parties concernées à lancer des circuits à travers les palmeraies de la région, à créer une zone d'expansion touristique, à soutenir les activités des agences de voyage et de tourisme, et à former des jeunes dans des métiers liés à ce secteur.

L'objectif étant de faire de cette région de la wilaya de Nâama une destination privilégiée d'abord pour le touriste national et pour les étrangers.

Reda A.

CHU d'Oran L'incinération des déchets dangereux confiée à une entreprise privée

La Direction du CHU Benzerdjab d'Oran a entrepris des démarches pour confier le traitement de ses déchets à une entreprise privée, a-t-on appris mardi de cet établissement de santé. Cette décision a été prise après les menaces de poursuites judiciaires proférées par la directrice de wilaya chargée de l'environnement si des solutions urgentes ne seraient pas prises pour le traitement de ces déchets de soins stockés de manière non-conforme depuis 2015.

Interrogée par l'APS, la directrice de l'environnement, Samira Mazouz, a affirmé que le CHUO pourrait faire l'objet de poursuites judiciaires, s'il ne trouverait pas de solutions pour traiter ses déchets de soins, dont les conditions de stockage présentent des risques de contaminations infectieuses. Nous avons saisi la direction du CHUO et nous lui avons donné un délai de 15 jours pour trouver des solutions par traiter ses déchets de soins, considérés comme déchets spéciaux dangereux, a-t-elle indiqué. Pour sa part, le chargé de communication du CHUO, Kamel Babou a indiqué à l'APS qu'un avis d'appel d'offre a été publié il y a quelques jours, précisant que le directeur général de l'établissement a rencontré, mardi, des représentants d'entreprises spécialisées dans le traitement des déchets de soins, qui ont répondu à cet appel d'offres.

L'entreprise retenue s'occupera de l'incinération des déchets de soins, générés à une moyenne de 450 kg par jour au CHUO. Elle sera incessamment choisie, a assuré le même responsable, soulignant l'inexistence à Oran d'entreprises spécialisées dans ce créneau. La polémique autour de la gestion des déchets de soins du CHUO a commencé, il y a quelques jours, suite à un article de presse qui évoque des risques infectieux au niveau de l'établissement. Les déchets de soins sont stockés de manière non conformes, dans de simples sacs en plastique, déposés à même le sol, non loin de l'une des sorties de l'établissement. Le chargé de communication du CHUO a justifié cette situation par l'arrêt en 2015 du banaliseuse (appareil pour l'incinération des déchets de soins) de l'établissement. Cet arrêt avait fait que les deux incinérateurs de l'établissement, ayant une capacité limitée, ne soit pas en mesure de traiter l'ensemble des déchets, ce qui a créé un cumul.

T. K.

Constantine Plus de 52 000 élèves ont présenté des caries dentaires

Les unités de dépistage et de suivi en milieu scolaire (UDS) de la wilaya de Constantine ont recensé 52 141 élèves présentant des caries dentaires dans les trois paliers de l'éducation nationale, durant l'exercice 2016-2017, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la direction locale de la santé (DSP). Selon les responsables du service de prévention, ces 52 141 élèves sont enregistrés sur un effectif de 103 628 élèves examinés au niveau des classes cibles à savoir, le préscolaire, les 1^{ère}, 2^{ème} et 4^{ème} années primaire, la 2^{ème} année moyenne et la 1^{ère} année secondaire, soit un effectif global de 104 921 apprenants.

Les mêmes responsables ont également fait état d'un taux de dépistage estimé à 99% durant l'année scolaire écoulée où 7 163 élèves présentant une gingivite (gencive rouge, gonflée et qui saigne lors du brossage) et 5401 ayant du tartre (plaque dentaire minéralisée, ne pouvant pas être éliminée par le brossage) ont été recensés. Les résultats du dépistage mené, au cours de l'automne dernier, ont ainsi mis en évidence que plus de la moitié de l'effectif examiné présentait des caries dentaires, signe, a-t-on indiqué, d'une «mauvaise hygiène bucco-dentaire associée à une forte consommation de friandises», et ce, essentiellement dans le cycle primaire. Pour lutter contre la carie dentaire chez les enfants, qui représente la pathologie la plus répandue en milieu scolaire, un programme ministériel a été mis en place, a-t-on précisé, pour sensibiliser les élèves à adopter une meilleure hygiène bucco-dentaire, grâce à un brossage régulier des dents notamment, afin de réduire la prévalence carieuse chez les enfants. Selon plusieurs dentistes interrogés par l'APS, au sujet de la prévalence de la carie dentaire en milieu scolaire, «il y a parmi les élèves présentant des caries ceux qui ne se brossent généralement pas bien les dents, ceux qui ne le font pas régulièrement, mais aussi ceux qui ne se brossent jamais les dents», relevant, à cet effet, le «rôle primordial» de la sensibilisation en milieu scolaire et familial.

Bilal L.

Afghanistan

Kaboul, Otan et Pentagone réaffirment leur «engagement»

Le chef du Pentagone, Jim Mattis, et le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, en visite à Kaboul hier, ont réaffirmé leur «engagement» à demeurer en Afghanistan pour y priver les insurgés de toute base ou refuge.



«**W**e are the good guys» - «nous sommes les gentils» - a martelé devant la presse M. Mattis, dont c'était la première visite depuis l'annonce en août de renforts américains, visite saluée par des tirs de roquettes des talibans.

Au moins six roquettes - bien davantage selon les riverains - ont touché la partie militaire de l'aéroport de Kaboul ainsi qu'un «quartier résidentiel» adjacent, a annoncé le ministère de l'Intérieur : «Un civil a été tué et quatre autres blessés quand une roquette a frappé leur maison».

Les talibans ont revendiqué l'opération qui «visait l'avion» de M. Mattis. «Trois assaillants ont été arrêtés dans la maison utilisée pour tirer» selon le porte-parole du ministère Najib Danish.

Aux termes de la «nouvelle stratégie» annoncée par le président Donald Trump, trois mille Américains sont attendus en renfort des 11.000 déjà présents en Afghanistan, théâtre depuis 2001 de la plus longue guerre américaine.

Ces renforts, dont certains sont déjà en route, vont «nous donner un sérieux avantage sur tout ce que les talibans pourront tenter contre vos forces» afghanes, a estimé M. Mattis devant le président Ashraf Ghani: «Nous n'allons pas abandonner l'Afghanistan à un ennemi sans merci, qui essaie de

prendre le pouvoir en tuant».

Pour le chef du Pentagone, surnommé «Mad Dog» pour ses exploits militaires passés, tirer des roquettes sur l'aéroport, «comme sur n'importe quel aéroport international, est un crime contre des innocents: c'est comme une déclaration d'intention des talibans sur ce qu'ils sont, ça témoigne de leur approche».

«En fait, c'est ce qu'ils ont toujours fait, mais ils vont trouver les forces afghanes face à eux», a-t-il prévenu.

Pas question de laisser «les talibans, le groupe Etat islamique et le réseau Haqqani» (puissant réseau insurgé installé à la frontière avec le Pakistan) se renforcer dans le pays, a-t-il lancé.

Plus de 15 pays

«Plus l'Afghanistan reste stable, plus nous sommes en sécurité» a également affirmé M. Stoltenberg, rappelant que «plus de 15 pays membres de l'Otan ont déjà donné leur accord pour l'envoi de troupes supplémentaires».

«L'Otan ne part pas quand ça se gâte. Nous tenons nos promesses» a-t-il ajouté sur Twitter.

Les Etats-Unis ont appelé l'Otan à augmenter les forces de l'opération Resolute Support - 5.000 hommes actuellement - et le président Ghani a réitéré ce vu mercredi:

«Maintenant que le général Mattis a décidé d'envoyer plus d'hommes, j'espère que les autres membres de l'Otan en feront autant», a-t-il glissé.

Mi-septembre, les chefs d'état-major des 29 membres de l'Alliance Atlantique ont «reconnu la nécessité de répondre» à cette requête, se donnant toutefois jusqu'en octobre pour annoncer leur décision.

M. Mattis, qui effectue sa deuxième visite à Kaboul après une brève escale le 24 avril, était arrivé mercredi matin en provenance d'Inde, au beau milieu de l'escalade politico-militaire avec la Corée du Nord.

Il a également commenté les allégations selon lesquelles la Russie et l'Iran distribueraient des armes aux talibans pour contrer l'EI - accusations émanant, notamment des autorités afghanes.

«Ces deux pays ayant eux-mêmes souffert du terrorisme seraient extrêmement mal avisés de soutenir le terrorisme chez les autres en espérant y échapper», a-t-il estimé.

Après avoir longuement hésité, le président Donald Trump avait dévoilé fin août sa «nouvelle stratégie» pour soutenir le régime de Kaboul face aux insurgés islamistes, estimant qu'un retrait créerait un «vide» qui profiterait aux «terroristes».

Les forces régulières afghanes, qui subissent des pertes considérables - plus de 7.000 morts et 12.000 blessés en 2016 -

reculent de fait face aux insurgés et leur ont abandonné plus d'un tiers du territoire.

L'opération RS est principalement chargée de former et d'encadrer ces forces, tandis que les Etats-Unis mènent, parallèlement, des opérations antiterroristes, notamment en conduisant des raids aériens.

Récemment, l'armée américaine a reconquis 11.000 hommes sur le terrain et non 8.400 comme annoncé officiellement.

Dimanche, le porte-parole du ministère de la Défense, le général Dawlat Waziri, a annoncé que plus de 20.000 opérations militaires avaient été conduites contre les insurgés sur les six premiers mois de l'année.

AFP

Irak

L'EI s'empare brièvement de trois villages dans l'Ouest

■ Des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ont occupé hier durant quelques heures trois villages dans l'ouest de l'Irak avant d'être tués par les forces gouvernementales, selon des sources de sécurité.

«Les forces de sécurité et les tribus ont repris le contrôle des localités d'al-Tach, Majar et la «zone 7 km» au sud et à l'ouest de Ramadi. Tous les membres de Daech (acronyme arabe de l'EI) ont été tués», a affirmé aux journalistes le chef de la police de la province d'al-Anbar, le général Hadi Razij Kassar.

Il a précisé que les forces de sécurité procédaient à un ratissage dans ces zones pour débusquer des jihadistes qui pourraient encore se cacher.

«Il y a eu deux morts dans les rangs des forces de sécurité et 18 civils ont été blessés dont des femmes», selon une source militaire à l'hôpital de Ramadi.

Auparavant, un général de l'armée qui n'avait pas voulu être identifié avait indiqué que «des renforts de l'armée et de la police avaient été dépêchés sur place où se déroulaient de violents affrontements».

«Un couvre-feu total avait été imposé dans la ville de Ramadi et ses environs», selon ce général.

Ramadi, chef-lieu de la vaste province majoritairement sunnite d'al-Anbar a été conquis par l'EI en mai 2015 avant d'être repris par les forces gouvernementales le 9 février 2016. Cette ville est située à une centaine de km à l'ouest de Baghdad.

AFP

En tant que membre à part entière

L'Etat de Palestine intègre Interpol

L'Etat de Palestine a intégré Interpol en tant que membre à part entière, a annoncé hier l'organisation internationale policière.

«L'Etat de Palestine et les îles Salomon sont désormais pays membres», a annoncé Interpol en marge de son assemblée générale organisée dans la capitale chinoise Pékin.

«L'Etat de Palestine», selon les termes d'Interpol, a été admis mercredi au sein de l'organisation internationale policière après un vote de son assemblée générale. Une majorité des deux tiers est nécessaire.

«Plus de 75% des membres d'Interpol ont voté pour soutenir l'adhésion», s'est félicitée

l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

«L'adhésion de la Palestine à l'institution illustre la volonté de ses membres de défendre sa raison d'être et ses valeurs fondamentales. C'est un rejet clair des tentatives de manipulation cynique et d'intimidation politique», a réagi le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Malki, dans un communiqué.

Les Palestiniens sont en quête de reconnaissance par les institutions internationales de leur Etat.

L'assemblée générale d'Interpol qui compte ainsi 192 membres, avait rejeté une pre-

mière candidature palestinienne fin 2016.

Les Palestiniens disposent d'un statut d'observateur à l'ONU depuis 2012. Ils ont déjà rejoint plus de 50 organisations internationales et accords, selon le ministère palestinien des Affaires étrangères. Parmi eux, la Cour pénale internationale (CPI) et l'Unesco.

Interpol permet des échanges d'informations entre les polices de près de 200 pays. L'institution publie également des «notices rouges», par lesquelles elle informe ses membres qu'un mandat d'arrêt a été délivré par un pays contre un individu.

R. I.

Attaques coordonnées de l'EI près de Ramadi

■ Le groupe Etat islamique (EI) a lancé hier de multiples attaques contre des positions tenues par les forces irakiennes dans la province d'Anbar, à l'ouest de Baghdad, selon des sources proches des services de sécurité.

Un premier bilan fait état d'au moins sept soldats tués et 16 autres blessés, ajoute-t-on de même source. Des renforts sont en cours d'acheminement vers la zone des attaques, près de la ville de Ramadi, dont les jihadistes ont été évincés fin 2015.



FRICAINE

Dans le nord du Togo

La "vague rouge" se propage

Difficile d'imaginer que dans ces ruelles de terre rouge du nord du Togo, aux myriades de mosquées décrépies, où des enfants aux vêtements déchirés jouent avec des pneus usés, est née une contestation capable de faire trembler une dynastie familiale au pouvoir depuis 50 ans.



Celui qui, dit-on, "empêche le pouvoir de dormir", a vu le jour à Kparatao en 1967. Tikpi Atchadam, fils d'un agriculteur et d'une revendeuse de fofou, a fait du chemin depuis son enfance dans cette bourgade reculée.

Inconnu du grand public il y a quelques semaines, l'ancien étudiant en droit à l'origine des récentes manifestations populaires contre le président Faure Gnassingbé, a arpenté le pays sans relâche depuis qu'il a fondé le Parti national panafricain (PNP) en 2014. Il est aujourd'hui le nouveau visage de la colère togolaise.

A Kparatao comme dans la ville voisine de Sokodé, la deuxième la plus peuplée du pays, à majorité musulmane, la plupart des lampadaires ne s'allument jamais faute de raccordement et le goudron ne dépasse pas la route nationale qui relie le Togo au Burkina Faso.

La jeunesse locale désœuvrée, peu éduquée, n'a guère que la terre à remuer pour gagner son pain et la prière du vendredi pour rythmer ses semaines. Manifester n'a jamais été une option. Du

moins jusqu'à récemment.

L'opposant aux lunettes carrées soulève les foules avec ses discours directs et enragés. Il ne se perd pas dans les revendications confuses qui ont longtemps rendu l'opposition inaudible: il demande clairement le départ du chef de l'Etat, qui a succédé à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le Togo d'une main de fer pendant 38 ans.

Homme simple

Les adolescents de son village natal assurent "très bien" connaître celui qui pourtant cultive le mystère, et n'est plus apparu en public depuis des semaines, affirmant craindre pour sa sécurité.

"C'est un homme simple", assure Mohammed, 18 ans, cultivateur à Kparatao. "Lorsqu'il nous rend visite il ne va pas à l'hôtel, il dort dans une hutte en terre battue".

"On était désespérés de la politique togolaise, les autres opposants sont tous corrompus par le pouvoir, mais, lui, il refuse l'argent", ajoute le jeune homme. "Ce qu'il dit, c'est réel. Il s'intéresse vrai-

ment aux problèmes des jeunes". Atchadam a rebattu les cartes géopolitiques, dans un pays longtemps divisé entre un Sud considéré comme le fief de l'opposition, historiquement menée par Jean-Pierre Fabre, et un Nord aux populations souvent assimilées - à tort - à l'ethnie kabye dont sont issus les Gnassingbé père et fils, et dominante au sein de l'armée.

Depuis août, les manifestations de l'opposition ont pour la première fois dépassé la capitale, traditionnel bastion contestataire, pour se propager à Sokodé, Bafilo, Mango et Dapaong (nord), où des milliers de personnes arboraient des chiffons et tee-shirts rouge, la couleur du PNP.

Les violents heurts qui ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre ont fait au moins quatre morts et des dizaines de blessés en un mois.

L'opposition dénonce une répression sanglante et des "expéditions punitives" menées par l'armée dans les maisons, tandis que le gouvernement accuse les manifestants d'avoir provoqué les violences et incendié des mai-

sons et des commerces.

A l'hôpital délabré de Sokodé, des journalistes de l'AFP ont rencontré sept blessés graves opérés après les marches. Tous disent avoir essuyé des coups de feu tirés "à bout portant" par des soldats. Le huitième, un garçon de 15 ans, n'a pas survécu.

Bérets rouges

"Il faut voir les conditions dans lesquelles on soigne les gens: il n'y a même pas de quoi faire une radio, tout est à l'abandon", dénonce l'un d'eux, Saïbou Alassani, 50 ans, allongé dans les draps crasseux d'un lit en ferraille.

"Je n'avais jamais manifesté avant, mais la situation empire, tout augmente, le savon est passé de 50 à 100 francs, les engrais, les semences... On souffre trop", poursuit ce cultivateur.

De son côté, le gouvernement ne cesse de dénoncer les "appels à la haine" et "l'extrémisme" supposés du PNP, dont le leader est parfois qualifié de "musulman radical" dans les médias nationaux.

"On reçoit sans cesse des messages de propagande sur WhatsApp, comme quoi Tikpi (Atchadam) est dangereux ou que si l'opposition arrive au pouvoir, ils feront la chasse aux Kabye", raconte Faouzia. "Ils essaient de nous diviser mais nous sommes tous Togolais, qu'on soit du Nord ou du Sud, on a les mêmes problèmes", confie cette "diplômée-chômeuse" de 26 ans. L'armée a été massivement déployée en renfort dans le Nord en amont des manifestations. Des "bérets rouges", une unité d'élite, continuent à patrouiller et tiennent de nombreux postes de contrôles.

Dans le village d'Atchadam, "la peur règne" depuis que les soldats ont débarqué le 19 septembre - veille des dernières manifestations - pour "chercher des armes de guerre" en perquisitionnant dans les maisons... jusque sous le lit du chef traditionnel.

"Certains étaient cagoulés, ils étaient très nerveux", raconte un notable local, Agoro Wakilou. "On a cru qu'ils étaient venus nous tuer".

AFP

Kenya

La police disperse une manifestation d'opposition contre la Commission électorale

La police kényane a dispersé mardi à l'aide de gaz lacrymogènes une manifestation de l'opposition contre la Commission électorale à Nairobi, marquant, selon l'opposant Raila Odinga, le début d'une "campagne pacifique" contre l'institution qui a organisé la présidentielle du 8 août, invalidée en justice. L'opposition réclame une réforme en profondeur de la Commission électorale (IEBC), pointée du doigt dans le jugement de la Cour suprême invalidant le 1er septembre la réélection du président sortant Uhuru Kenyatta avec 54,27% des voix, contre 44,74% à M. Odinga. La nouvelle élection est prévue le 26 octobre.

Mercredi matin, environ 300 partisans de l'opposition se sont rassemblés à proximité des bâtiments de l'IEBC, dans le centre de Nairobi, appelant à la démission de son directeur exécutif Ezra Chiloba en scandant "Chiloba out!", selon un journaliste de l'AFP.

Une centaine de partisans de M. Kenyatta sont également venus sur place et la police a dispersé les deux groupes lorsque des pierres ont été lancées.

Police et manifestants ont ensuite joué au chat et à la souris plusieurs heures durant, la police faisant de nouveau usage de gaz lacrymogènes. Un autre rassemblement a eu lieu à Kisumu, un des bastions de l'opposition dans l'ouest du pays.

Un mois avant la date prévue pour la nouvelle élection, Raila Odinga a annoncé mardi que cette manifestation marquait le début d'une "campagne pacifique" afin que l'IEBC accède à ses exigences, dont la démission de plusieurs responsables et un changement de fournisseur du matériel électoral. Sans quoi, a-t-il répété, il boycottera le scrutin. Alors que la campagne électorale s'annonce plus acrimonieuse que la précédente, Uhuru Kenyatta a exclu toute réforme en profondeur de l'institution. La Cour suprême avait dans son jugement évoqué des irrégularités dans la transmission des résultats, et M. Odinga a de nouveau dirigé ses critiques contre la société kényane de télécoms Safaricom et la société française OT Morpho, qui a notamment fourni le système de transmission électronique des résultats.

Évoquant une "conspiration" internationale, l'opposant a accusé OT Morpho d'avoir aidé à manipuler les résultats, assurant sans en apporter la preuve que cette opération a été rendue possible par l'envoi des résultats vers un serveur "enregistré en Espagne et contrôlé depuis la France".

Le 15 septembre, OT Morpho avait démenti ces accusations sur la foi d'un audit interne.

Le système électronique est utilisé au Kenya pour la reconnaissance biométrique des électeurs et la transmission des résultats, mais le vote est exprimé à l'aide de bulletins de vote en papier, introduits dans des urnes et comptés manuellement.

AFP

Centrafrique

Au moins 2 morts dans une attaque

Au moins deux personnes ont été tuées et cinq blessées dans l'attaque de Bocaranga, dans le nord-ouest de la Centrafrique, et quelque 23.000 personnes ont fui Bocaranga et Niem, deux villes du Nord-Ouest proches du Cameroun, en raison des violences, a-t-on appris mardi de sources militaire et humanitaire.

"Au moins deux personnes ont été tuées" à Bocaranga où "on signale aussi d'autres victimes", sans plus de précision sur le nombre, a déclaré mardi à l'AFP

une source militaire à Bangui.

"La grande majorité des habitants de Bocaranga, 15.000, et ceux de Niem, 8.000, se sont réfugiés dans la brousse où ils ne peuvent avoir accès à l'assistance humanitaire", a rapporté mardi le Bureau des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha) dans un communiqué.

Samedi, des hommes armés du groupe armé 3R ("Retour, réclamation et réhabilitation") ont attaqué Bocaranga, malgré la présence en ville de Casques bleus de la

Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca).

La Minusca, qui dit avoir "aussitôt réagi et réussi à repousser ces éléments armés", a pris en charge samedi cinq blessés, dont un "dans un état jugé sérieux" et "évacué six membres du personnel humanitaire vers la base de la Mission", selon un communiqué publié dimanche.

Apparu fin 2015 dans le nord-ouest de la Centrafrique, le groupe 3R prétend protéger la communauté peule contre les attaques des

milices antibalaka.

Selon l'Ocha, la ville de Niem, située à une quarantaine de kilomètres de Bouar, dans l'ouest du pays, a aussi été "prise" par un groupe armé.

Mi-septembre, le nombre de réfugiés et de déplacés ayant fui les violences en Centrafrique a atteint son "plus haut niveau" avec 1,1 million de personnes ayant dû fuir leur domicile sur 4,5 millions d'habitants.

La Centrafrique est depuis 2013 en proie à des violences

continues. L'intervention de la France (2013-2016) et de la Minusca (12.500 hommes) ont permis la tenue d'une élection présidentielle début 2016 et le retour d'un calme relatif à Bangui, mais pas dans l'intérieur du pays victime d'un regain de violences.

A la tribune de l'ONU, la semaine dernière, le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a appelé la communauté internationale à "ne pas oublier" la Centrafrique.

AFP

Royaume-Uni

Le Labour s'active pour hisser Jeremy Corbyn au pouvoir

Dans une église désacralisée de Brighton, une quarantaine de sympathisants travaillistes apprennent à devenir des militants efficaces pour porter au pouvoir leur parti et son leader, le radical, Jeremy Corbyn, dont l'étoile brille davantage depuis les législatives de juin.

« La prochaine campagne est déjà lancée », assure à l'AFP Connor Hodgson-Brunniche, 19 ans, étudiant en sciences politiques à l'université de York, venu spécialement dans la station balnéaire du sud de l'Angleterre où le principal parti d'opposition britannique tient son congrès annuel.

Les participants à la formation prennent leur tâche au sérieux, même si le prochain scrutin général n'est prévu qu'en 2022. Ils apprennent à délivrer des messages positifs, parler efficacement aux médias, tirer profit des réseaux sociaux ou attirer de nouveaux membres. « Il s'agit de rebondir sur l'élan des dernières élections », où le Labour avait surpris en gagnant 30 sièges de députés supplémentaires au détriment des conservateurs, ajoute le jeune homme. Il a rejoint le Labour en 2015, avec l'arrivée à sa tête du vétéran gauchiste Corbyn, 68 ans.

Au total, une centaine de débats, lectures, ateliers ou rencontres musicales, souvent pris d'assaut, sont programmés dans le cadre du festival politique et culturel The World Transformed (TWT), en marge du congrès. L'événement est organisé par « Momentum », un mouvement politique né dans le prolongement de la campagne qui avait porté Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste, avec l'objectif de le démocratiser et de transformer la société.

« Momentum a conduit le parti à s'ouvrir, il



est plus ouvert aux femmes, aux gens d'horizons divers », se réjouit la quinquagénaire, Justine Cooper.

« Révolution pacifique »

Initialement accusé d'être un nid de trotskistes, le mouvement a beaucoup gagné en influence, fort de 23.000 membres et plus de 150 sections locales. Il a notamment convaincu les délégués au congrès de ne pas soumettre le clivant sujet du Brexit à un vote. « C'est une révolution pacifique », assure Jamie Driscoll, chargé des formations

chez « Momentum ».

A quelques dizaines de mètres de l'église, dans une salle de rencontre, des militants discutent politique tandis que d'autres participent à un atelier pour créer des messages de ralliement ou achètent pour 50 pence (57 centimes d'euros) un badge rouge arborant un slogan de gauche.

« Notre boulot, c'est de faire campagne tous les jours pour battre les Tories jusqu'à la victoire », explique Cameron Ball, un porte-parole de TWT.

Pour Steven Fielding, professeur d'histoi-

re politique à l'université de Nottingham, le mouvement est « un fan club très efficace de Corbyn ». C'est d'ailleurs à l'enthousiasme militant que celui-ci doit sa réélection à la tête du Labour en 2016, alors qu'il était honni par une large frange de l'appareil du parti. Celui qui se targue d'avoir fait gonfler les adhésions, multipliées par trois à 570.000 en deux ans, a conforté sa position après les dernières élections, au terme d'une campagne anti-austérité.

Au point que, donné en tête par certains sondages, il se voit déjà au 10 Downing Street en lieu et place de la Première ministre conservatrice Theresa May, affaiblie par la perte de sa majorité absolue au Parlement. « Ces élections ont changé la politique dans ce pays », a déclaré Jeremy Corbyn dans une récente interview au Guardian.

Pas d'excès de confiance

Même à droite, certains n'excluent plus l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce sera le cas si le gouvernement ne surmonte pas ses divisions sur le Brexit, a prévenu l'ancien ministre William Hague. C'est « le prochain Premier ministre le plus probable du Royaume-Uni », affirme le magazine The Economist. « Si les sondages d'opinion disent juste et si des élections étaient organisées demain, il gagnerait et pourrait devenir le prochain Premier ministre », reconnaît Steven Fielding.

Mais gare à l'excès de confiance.

« On oublie qu'il a perdu les élections et que les Tories ont mené une campagne si mauvaise qu'il est difficile d'imaginer que cela puisse se reproduire », estime Iain Begg, de la London School of Economics, rappelant que le Royaume-Uni reste « un pays assez conservateur ». Jeremy Corbyn, qui a notamment la cote auprès des jeunes universitaires, doit également redoubler d'efforts pour convaincre davantage la classe ouvrière et les retraités, ainsi que les partisans du Brexit, prévient Steven Fielding.

AFP

Les républicains de l'Alabama infligent un revers électoral à Donald Trump

■ Le président américain, Donald Trump, a reçu un camouflet mardi des électeurs républicains de l'Alabama, qui ont boudé son candidat lors d'une élection primaire sénatoriale aux conséquences nationales.

Alors que le dirigeant avait mis tout son poids derrière le sénateur sortant Luther Strange, soutenu par les caciques du parti, les républicains lui ont préféré le magistrat chrétien ultra-conservateur et controversé Roy Moore.

Selon les résultats définitifs, Roy Moore l'a emporté par 54,9% des voix contre 45,1% pour Luther Strange.

« Grâce à vous, ce soir l'establishment a été battu dans l'Alabama! » s'est félicité le vainqueur dans un tweet.

« Félicitations à Roy Moore pour sa victoire à la primaire républicaine », a rapidement tweeté Donald Trump. « Luther Strange a commencé loin et est bien remonté. Roy, gagne en décembre! », a-t-il ajouté, l'élection sénatoriale elle-même contre le candidat démocrate ayant lieu le 12 décembre.

Paradoxe de ce scrutin, des figures du « trumpisme » soutenaient le juge Moore, à commencer par Steve Bannon, ex-conseiller du président évincé en août de la Maison Blanche, et qui s'est donné comme mission

de sauver le trumpisme originel d'un dévoiement par les républicains traditionnels. L'ancienne candidate à la vice-présidence Sarah Palin l'épaulait également.

Le milliardaire, qui se targuait jusqu'à présent d'avoir fait remporter plusieurs élections législatives partielles, se retrouve néanmoins dans la position redoutée d'avoir misé sur un « loser ».

Selon le site d'informations ProPublica qui inventorie les tweets du président, plusieurs de ses anciens tweets soutenant Strange ont disparu.

Le scrutin illustre aussi la menace posée par une frange du monde conservateur, en guerre ouverte avec l'establishment du parti républicain.

Steve Bannon, en particulier, a déclaré comme ennemi le chef de la majorité sénatoriale, Mitch McConnell. Les « trumpistes » lui reprochent sa proximité avec les « élites » politico-économiques, et plus généralement de vouloir modérer les idées du locataire de la Maison Blanche.

Anticipant ce revers, Donald Trump avait reconnu que la défaite de son poulain écornerait son image.

« J'ai peut-être fait une erreur, pour être honnête », a-t-il déclaré vendredi dernier,

alors qu'il était venu de Washington pour un meeting de soutien. « Si Luther ne gagne pas (...) ils vont dire que le président des Etats-Unis n'a pas été capable de faire gagner son candidat ».

Message de Bannon aux « élites »

L'affrontement était moins une bataille idéologique que de personnalités. Aucun candidat ne correspond au profil trumpiste typique, bien que chacun ait assuré vouloir défendre le président.

« Ne laissez pas la presse dire que, sous prétexte qu'il a soutenu mon adversaire, je ne le soutiens pas lui et son programme, tant que c'est constitutionnel », a lancé Roy Moore dans son discours de victoire.

Pour Steve Bannon, patron du site Breitbart, et ses alliés, la victoire du magistrat controversé est une démonstration de leur pouvoir de nuisance, et un avertissement avant les primaires du printemps prochain, en vue des législatives de novembre 2018.

Intervenant sur place mardi, il s'est vanté d'avoir lancé une « révolution » qui s'étendra « d'Etat en Etat », promettant une armée de « gens suivant le modèle de Roy Moore, qui n'ont pas besoin de lever de l'argent auprès des élites, des capitalistes et des gros bon-

nets de Washington, New York et la Silicon Valley ».

Luther Strange, 64 ans, nommé en février par le gouverneur en raison de la vacance du siège, est un conservateur classique, lobbyiste devenu homme politique, et qui avait promis sa loyauté au milliardaire, qui désespère de voir ses réformes embourbées au Congrès.

Mieux connu localement, Roy Moore, 70 ans, a bâti sa réputation en défiant les autorités sur la place de la religion dans l'espace public.

Il a autrefois installé une statue sur les dix commandements dans son tribunal. En tant que chef du pouvoir judiciaire de l'Alabama, il s'est fait suspendre de ses fonctions pour avoir refusé de reconnaître la légalisation du mariage homosexuel.

Et il a répété mardi que son but, s'il était élu sénateur, serait de restaurer « la connaissance de Dieu dans la Constitution et au Congrès ». Désormais investi, Roy Moore affrontera en décembre le démocrate Doug Jones. Dans cet Etat très conservateur, il part favori, mais les démocrates voulaient croire que l'extrémisme de ses positions pourrait créer une surprise.

AFP

Arabie Saoudite



Les femmes autorisées à conduire, un tabou brisé

L'Arabie Saoudite a autorisé les femmes à conduire, brisant un tabou dans ce Royaume ultraconservateur régi par une vision rigoriste de l'Islam, qui continue d'imposer d'autres restrictions.

La communauté internationale a salué la décision historique du Royaume saoudien qui était jusqu'ici le seul pays au monde à interdire le volant aux femmes.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le président américain, Donald Trump, y ont vu une avancée pour les femmes dans ce grand Etat arabe souvent critiqué pour son déficit en matière des droits de l'homme.

«Les bonnes nouvelles en provenance d'Arabie Saoudite se succèdent», a noté le ministre d'Etat aux Affaires étrangères des Emirats arabes unis, Anwar Gargash.

Mardi soir, le roi Salmane a ordonné la délivrance de permis de conduire «indifféremment aux hommes et aux femmes», selon un décret qui a résonné comme un séisme dans le Royaume.

Cette mesure, réclamée depuis 1990 par des militantes dont certaines ont été arrêtées pour avoir défié l'interdiction, doit entrer en vigueur à partir de juin 2018.

En attendant, les agences concernées devront procéder «à tous les changements nécessaires dans les réglementations en vigueur» et développer les infrastructures pour accueillir «des millions» de candidates au permis de conduire, a expliqué l'ambassadrice saoudienne à Washington.

«Je suis sous le choc, je ressens une très grande joie», a lancé Haya Rakyane, employée de banque de 30 ans installée à Riyad. «Je ne m'attendais pas à une telle décision avant 10 ou 20 ans», a-t-elle déclaré à l'AFP.

Autres restrictions

«C'est un jour très heureux ! Je n'y crois pas encore, je n'y croirai pas avant de le voir de mes propres yeux», a affirmé Chatha Dousri, employée de la compagnie pétrolière Aramco à Dahrhan (est) qui dit avoir conduit à l'intérieur du complexe résidentiel fermé où elle habite, mais jamais sur la voie publique. De nombreuses femmes de l'élite saoudienne, qui pouvaient conduire à Londres ou à Dubaï, mais pas à Riyad, avaient tenté de braver cette interdiction en Arabie Saoudite, mais avaient été systématiquement arrêtées. «C'est la concrétisation du courage de militantes qui ont fait campagne pendant des années», a dit Amnesty International.

Les femmes font encore l'objet de sévères restrictions en Arabie où elles sont notamment soumises à la tutelle d'un homme de leur famille - généralement le père, le mari ou le frère - pour faire des études ou voyager.

Dans le cadre d'un plan de réformes économiques et sociales à l'horizon 2030 pour limiter sa dépendance au pétrole, Riyad semble assouplir certaines mesures imposées aux femmes.

Possibles résistances

Samedi, les Saoudiennes ont été autorisées, alors que la mixité est interdite dans l'espace public, à célébrer la fête nationale dans un stade, une première dans le pays. Riyad tente prudemment de promouvoir des formes de divertissement malgré l'opposition des ultraconservateurs dans un Royaume où la moitié de la population a moins de 25 ans. L'un des représentants de cette frange, Saad

al-Hijri, a été suspendu de prêcher récemment pour avoir affirmé que les femmes ne pouvaient être autorisées à conduire, car elles n'ont que «le quart» du cerveau d'un homme. Le ministre saoudien de l'Intérieur a insisté dans une série de tweets sur le fait que la «majorité des oulémas» n'était pas contre cette décision. Mais il a en même temps averti que les autorités «n'hésiteront pas à prendre toute mesure pour préserver la sécurité et la stabilité du pays».

Coût économique

En novembre dernier, le prince et milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal, connu pour son franc-parler, avait lancé un vibrant appel pour que les femmes obtiennent le droit de conduire. Il avait déploré le «coût économique» découlant du fait que les femmes en Arabie Saoudite dépendent, pour se déplacer, de chauffeurs privés «étrangers» ou de taxis. Et si un mari trouve le temps de conduire son épouse, cela suppose qu'il s'absente de son travail, réduisant sa productivité, avait-il regretté. Les tentatives d'alléger les restrictions visent aussi à masquer des critiques sur une récente campagne de répression, estimant des analystes. Les autorités ont arrêté ce mois-ci une vingtaine de personnalités, dont des prédicateurs influents et des intellectuels réformateurs. Des analystes affirment que nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier Mohammed ben Salmane (32 ans), comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'Etat.

AFP

Japon : Yuriko Koike, la bagarreuse de charme de la politique nippone

■ La gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike, qui vient de secouer la scène politique japonaise en créant un parti, use d'un sens aigu de la communication et d'un charme masquant une autorité de fer pour tracer sa voie dans un monde d'hommes.

Elle a déclaré par surprise prendre les commandes du Parti de l'Espoir quelques heures avant l'annonce officielle d'élections législatives anticipées par le Premier ministre, Shinzo Abe.

Cette politicienne expérimentée de 65 ans aime faire le parallèle avec le jeune président français, Emmanuel Macron, qui a lui aussi créé son mouvement politique.

«Le président Macron et moi-même cherchons de nouvelles perspectives et avons tous les deux reçu le soutien de nombreuses personnes», affirmait début août celle qui venait d'emporter la majorité à l'assemblée de la capitale avec la coalition menée par sa nouvelle formation Tomin First (les citoyens de la capitale d'abord).

Première femme aux commandes de l'immense métropole et ville olympique en 2020, première femme ministre de la Défense du Japon, Mme Koike pourrait bien un jour devenir aussi la première femme Premier ministre de l'archipel.

Élégant tailleur émeraude au milieu des costumes sombres, elle se montre en marche vers la lumière au fond d'un tunnel, dans la vidéo de présentation du Parti de l'Espoir, les talons de jolis souliers blancs frappant la pierre. Symboles de l'establishment, des hommes en noir, l'air outré, protestent. Certains finissent par lui emboîter le pas. On ne la voit que de dos, on la suit.

- Chaise roulante -

Ces images sont typiques de la façon de se mettre en scène de cette ancienne animatrice vedette de la télévision. Ministre de l'Environnement de 2003 à 2006, elle avait organisé un défilé de mode et parcouru le podium elle-même pour promouvoir la campagne contre le réchauffement climatique «Cool Biz» qui encourage fonctionnaires et «salarymen» à retirer la cravate et tomber la veste au lieu de forcer sur la climatisation.

Arrivée à la mairie de Tokyo, elle s'est assise dans une chaise roulante afin de témoigner de l'angoisse ressentie par les handicapés sur les trottoirs inégaux ou pentes trop raides et promettre d'utiliser les Jeux paralympiques pour adapter sa ville à la population vieillissante du Japon.

Elle a immédiatement affiché une volonté de donner un coup de pied dans la fourmière.

Brandissant son credo «Faisons bon usage de l'argent du contribuable», Mme Koike a remis à plat les dépenses prévues pour l'organisation des Jeux de 2020. Les villes candidates ne peuvent plus «indéfiniment dépenser des sommes considérables pour les jeux olympiques», disait-elle en février dans un entretien accordé à l'AFP.

«Il est clair qu'elle adore la politique», commente Tomoaki Iwai, professeur à l'Université Nihon à Tokyo. «Elle décide vite. Elle connaît extrêmement bien les médias» et «comme elle fonctionne à l'intuition et non par complot, elle a une réputation de fair play».

- Kadhafi et Arafat -

Déplorant que le Japon ait pour les femmes, plus qu'un plafond de verre, une véritable «plaque d'acier», cette nationaliste est toujours restée proche d'hommes forts du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir de façon quasi ininterrompue depuis 1955. Elle avait rejoint le PLD en 2002, sans jamais parvenir à en prendre la tête et garde des relations courtoises avec le Premier ministre, Shinzo Abe.

Mme Koike projette aussi une image de polyglotte ouverte sur le monde, atypique dans la politique japonaise. Elle est diplômée de l'Université du Caire et parle couramment l'arabe et l'anglais. En 1978, elle a interviewé le dictateur libyen Mouammar Kadhafi et le chef palestinien Yasser Arafat pour une chaîne de télévision japonaise. Quid des ambitions qui lui sont prêtées de devenir Premier ministre ? Elle pourrait ne pas avoir le temps de construire une opposition solide face à M. Abe, estiment des analystes tandis que certains critiques attendent d'elle un message politique plus clair. «Ses politiques sont peut-être désordonnées, mais une fois qu'elle aura fait élire des gens, les choses devraient prendre forme», estime M. Iwai pour qui 20 à 30 sièges de députés pourraient déjà changer l'équilibre des pouvoirs.

Premier ministre, «absolument pas !», affirmait-elle à l'AFP en février dans le gigantesque bâtiment du gouvernement de Tokyo, sans se départir de son sourire tranquille. «Je me concentre sur les réformes du gouvernement métropolitain... en plus d'une «vie normale» dont le temps libre est consacré à la lessive et à la promenade de Yorkie, un «mignon» Yorkshire terrier.

AFP

Catalogne

L'Etat espagnol, une "prison pour les peuples" selon ETA

Le groupe séparatiste basque ETA a dénoncé hier la réponse de Madrid aux aspirations des indépendantistes en Catalogne, estimant que l'Etat espagnol est "une prison pour les peuples", dans un communiqué publié par le journal basque Gara.

L'Etat espagnol montre qu'il est «une prison pour les peuples en niant l'identité nationale des Pays catalans», écrit l'organisation à laquelle est attribuée la mort d'au moins 829 personnes au nom de sa lutte pour l'indépendance du Pays basque et de la Navarre, jusqu'à l'abandon officiel de la violence en 2011.

L'ETA estime que la crise déclenchée en Espagne autour du souhait des dirigeants séparatistes catalans d'organiser un référendum d'autodétermination interdit le 1er octobre démontre que l'Etat a un «problème structurel».

«Après quatre décennies, le régime de 1978 (date de l'adoption de la Constitution, ndr) a montré son vrai visage. En Catalogne, nous avons vu ses vrais piliers: imposition, dépen-



dance et oppression», poursuit l'organisation séparatiste basque.

Les indépendantistes au pouvoir en Catalogne (nord-est) depuis début 2016 ont décidé d'organiser dimanche un référendum d'autodétermination sans l'accord de Madrid et en dépit de son interdiction par la Cour constitutionnelle.

Cette décision a déclenché une crise institutionnelle sans précédent depuis la tentative manquée de coup d'Etat du colonel Tejero le 23 février 1981, de l'avis même du quotidien El País mer-

credi.

Le Parlement catalan a voté le 6 septembre une loi organisant ce référendum sans organiser de débat en profondeur et en proclamant qu'il se plaçait sur ce point au-dessus de toute norme, y compris la Constitution.

En dépit du déclenchement de procédures pénales, les séparatistes vont de l'avant, affirmant que leurs droits sont bafoués et qu'ils n'ont pas d'autre choix, leurs nombreux appels, depuis 2012, à un référendum sur l'indépendance n'ayant pas été entendus.

La crise éclate quelques mois seulement après l'annonce par l'ETA de son désarmement avec la remise en avril à la justice française d'une liste de ses caches d'armes.

L'organisation affirme d'ailleurs dans ce communiqué être consciente qu'elle ne sera plus «un agent principal dans le cycle politique qui vient», montrant ainsi que le débat sur son éventuelle dissolution est proche.

La remise des armes en avril a refermé un chapitre de violence dans le nord de l'Espagne, égale-

ment en lien avec une revendication d'indépendance.

Mais le président basque Iñigo Urkullu a appelé dimanche l'Etat à reconnaître les nations catalane et basque et à leur permettre des référendums d'autodétermination suivant les modèles de l'Ecosse et du Québec, montrant que la question n'est pas réglée sur le fond. Bien que plus de 70% des Catalans souhaitent un référendum légal, la société catalane reste profondément divisée sur l'indépendance, selon les sondages.

AFP

La canicule de cet été en Europe sera la norme en 2050, selon les experts du WWA

■ La canicule qui a frappé une partie de l'Europe cet été, avec des températures supérieures à 40°C, deviendra un phénomène normal d'ici les années 2050 dans le sud du continent, selon une étude publiée mercredi par la World Weather Attribution (WWA), un groupe d'experts du climat.

Les vagues de chaleur de ce type sont d'ores et déjà quatre fois plus fréquentes qu'il y a un siècle, précise l'étude.

«Au début des années 1900, un été comme celui que nous venons juste de vivre était extrêmement rare. Dans tout le sud de l'Europe, la probabilité d'avoir chaque été une canicule aussi chaude que celle que nous avons observée l'été dernier est désormais de 10%», souligne Geert Jan van Oldenborgh, chercheur au Royal Netherlands Meteorological Institute, dans un communiqué.

Si les rejets de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère continuent d'augmenter, ces étés deviendront la norme dans le sud de l'Europe d'ici la moitié du siècle, d'après les modélisations du WWA.

Face à cette tendance, Robert Vautard, chercheur au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, qui dépend du CNRS, du CEA et de l'Université de Versailles Saint-Quentin, appelle les municipalités à travailler de concert avec les scientifiques et les experts en santé publique à la mise au point de plans d'action pour contrer les effets de la canicule.

«Le changement climatique a déjà des effets sur les populations et ces plans sauvent des vies», a-t-il ajouté.

Exemples parmi les plans d'action déjà en vigueur, à New York comme dans d'autres villes, les autorités locales repeignent les toits des immeubles en blanc, qui renvoie la chaleur, financent des programmes de plantation d'arbres et prévoient des plans d'urgence dans les hôpitaux.

A Ahmedabad, dans l'ouest de l'Inde, l'élévation des températures déclenche des programmes de livraison d'eau et l'ouverture de centres communaux à air conditionné où les habitants peuvent venir se rafraîchir.

A l'été 2003, les effets de la canicule ont entraîné quelque 35.000 décès en Europe; en 2010, la vague de chaleur extrême qui s'est abattue sur la Russie a fait des dizaines de milliers de morts.

Reuters

Eruption volcanique au Vanuatu Des milliers d'évacués ont besoin d'aide

Les milliers d'habitants qui ont fui l'éruption d'un volcan dans l'archipel du Vanuatu sont menacés par la pénurie d'eau et de vivres dans les camps d'urgence surpeuplés où ils se sont réfugiés, ont déclaré des humanitaires cités par la presse.

Environ 7.000 personnes habitant Ambae, une petite île du nord de cet archipel du Pacifique, ont été évacuées à cause de l'éruption du volcan Manaro Voui.

Le volcan avait grondé pendant plusieurs semaines avant d'envoyer au cours du week-end une pluie de cendres et de roches sur leurs villages.

Les autorités, qui ont décrété l'état d'urgence, ont relevé à quatre le niveau d'alerte face au volcan, correspondant à «une éruption modérée». Elles ont mis en garde contre la présence de «roches volantes et de gaz volcaniques» jusqu'à 6,5 kilomètres de distance du cratère.

Trente-cinq camps ont été mis en place aux abords de la zone d'exclusion déclarée sur Ambae et les conditions de vie y sont préoccupantes, préviennent les humanitaires.

L'île était déjà soumise à la sécheresse et les sources d'eau ainsi que les récoltes sont à présent recouvertes de cendres.

Manuel Ure, coordinateur chargé des catastrophes naturelles pour le gouvernement provincial de Penama, a raconté à Radio New Zealand la dureté de la vie dans ces centres: «Nous avons des abris en nombre très limité, des ressources en vivres et en eau et en produits de première nécessité très limitées. Nous devons affronter de nombreux défis».

Augustine Garae, coordinatrice de la Croix-Rouge citée par le Vanuatu Daily Post, a déclaré que l'afflux des évacués devrait s'intensifier: «Le nombre d'éva-

cués devrait augmenter. Les infrastructures dans les camps, WC dignes de ce nom, installations sanitaires, vont être insuffisantes». Un bateau chargé de vivres et de bénévoles a quitté la capitale Port Vila mercredi. D'autres doivent suivre dans les prochains jours.

Des milliers de personnes avaient déjà été évacuées en 2005 lors d'une précédente éruption de ce volcan, également connu sous les noms d'Aoba et Lombenben, qui comporte trois lacs en son cratère.

L'archipel aux 80 îles, qui compte 270.000 habitants, avait été en partie ravagé par le cyclone Pam de catégorie 5 -la plus élevée- qui avait fait 11 morts en 2015. Condominium franco-britannique jusqu'à son indépendance en 1980, Vanuatu est l'un des pays les plus pauvres de la planète.

AFP

Thaïlandaise Cinq ans de prison pour l'ex-Première ministre

■ L'ex-Première ministre thaïlandaise Yingluck Shinawatra a été condamnée mercredi par contumace par la Cour suprême à cinq ans de prison pour négligence dans la gestion d'un programme de subventions publiques à la riziculture. Shinawatra a fui la Thaïlande, selon son entourage. Elle se serait rendue à Dubaï, dans les Emirats arabes unis, où son frère Thaksin Shinawatra, lui aussi ex-Premier ministre, possède une maison. L'ancienne Première ministre, arrivée au pouvoir en 2011, a été renversée par l'armée trois ans plus tard. Le programme controversé de subvention aurait coûté des milliards de dollars, selon la junte militaire.

Reuters

Entre le CNRPH et la direction de la culture

Convention pour la préservation du patrimoine à Tizi Ouzou

Une convention portant sur la préservation du patrimoine immatériel de la wilaya de Tizi Ouzou sera signée prochainement entre la direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou et le Centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnrpah), a-t-on annoncé mardi à l'ouverture de la 2^{ème} édition du Salon du patrimoine immatériel.



Considérant que la culture amazighe est une culture d'oralité dont la préservation nécessite une traçabilité et un travail de recherche auxquels seront associés des partenaires sociaux, des chercheurs et des spécialistes, la direction de la culture et le Cnrpah signeront cette convention qui marquera ainsi le démarrage réel de ce projet, a expliqué à l'APS la directrice de la culture, Nabila Goumeziane.

«Nous sommes en train de travailler avec le Cnrpah pour la préservation et la pérennisation du patrimoine immatériel de la région dans toute sa diversité et sa variété», a-t-elle affirmé, soulignant que le salon vise justement à préserver les traditions et les coutumes pratiquées au niveau local dans les dif-

férentes occasions.

C'est dans cette même optique que s'inscrit la 2^{ème} édition du salon qui, en plus des expositions sur l'héritage patrimonial local, se penchera sur la «fonction sociale de la fête religieuse de Taâchourt (Achoura) célébrée en Kabylie dans un esprit de solidarité et de partage», a-t-elle précisé.

Cet événement, marqué par des waâdas (déjeuner collectif), timechret (un sacrifice de veaux ou de moutons collectif) au niveau des villages ainsi que par la préparation de plats et pains traditionnels spécialement pour l'occasion dans tous les foyers, constitue l'une des richesses patrimoniales qui nécessite d'être préservée», a-t-elle indiqué.

Et comme l'événement revêt un caractère religieux, la direc-

tion de la culture a rendu hommage, lors de la première journée de la manifestation à l'une des figures emblématiques du chant religieux au niveau de la région, à savoir El Hadi Aït Ouares.

Ce membre de la troupe de maddih de la localité d'Aït Yahia dans la daïra de Aïn El Hammam a été honoré pour les efforts qu'il a consentis des années durant pour la sauvegarde et la préservation du chant religieux, mais aussi la formation de jeunes artistes qui assurent aujourd'hui la relève.

El Hadi Aït Ouares, très affaibli par sa maladie, mais également très ému par l'initiative de la direction de la culture, a tenu à bercer l'assistance de l'un de ses merveilleux achwiks *La Allah ila*

Allah.

Les adhérentes de l'association Iseqlam n talaght d'Ath khir ont aussi enchanté le public par des «achwiks» que la femme kabyle chantait autrefois en assurant ses tâches quotidiennes à l'intérieur de la maison ou dans les champs.

Au programme de la manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 29 septembre prochain, des conférences autour de Taâchourt et du patrimoine immatériel de la Kabylie, des ateliers de contes et de poèmes pour enfants, ainsi qu'une rencontre littéraire prévue jeudi à la bibliothèque principale de lecture publique avec le directeur du Cnrpah, Slimane Hachi et une visite, vendredi au village d'Ath Khir dans la commune d'Ath Khelili.

A partir d'aujourd'hui à Tissemsilt

Ouverture des journées du rire et du monologue

Les 4^{èmes} journées du rire et du monologue se tiendront à partir de jeudi prochain à Tissemsilt, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Le programme de cette manifestation, initiée par la direction de la culture, comporte des spectacles de comédie destinés aux adultes et aux enfants et animés par coopérative de wilaya Jil El Ghad, les associations Ghouroub et Amateurs du théâtre de Tissemsilt, a indiqué le commissaire de cette manifestation, Mohamed Dahel.

Le public sera au rendez-vous, quatre jours durant, avec des spectacles du rire interprétés par Hamid Achouri, Madani Meslem, Ali Charef et autres.

Cette manifestation, qui se tiendra à la Maison de la culture et au Théâtre de plein air du chef-lieu de wilaya, prévoit aussi des soirées artistiques locales de l'association de la célébration du patrimoine de Tissemsilt, la troupe Béni Meida, ainsi que du chant bédouin avec cheikh El Miloud El Vialari de Tissemsilt, cheikh Ould El Houari de Relizane et Cheikh Merenz de M'sila. Des lectures poétiques sont prévues et animées par des poètes locaux dont Kacem Chikhaoui, Abdelkader Henni et Hadjou Mohamed.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de la saison culturelle 2017-2018 et contribue à l'animation culturelle dans la wilaya.

M. N.

Salon international du livre du Caire 2018

L'Algérie invitée d'honneur

L'Algérie participera en tant qu'invité d'honneur au 49^e Salon international du livre du Caire, prévu du 27 janvier au 10 février 2018 dans la ville de Nasr City, a annoncé le comité d'organisation de cette manifestation lors d'une réunion tenue mardi dans la capitale égyptienne.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, avait annoncé en octobre 2016, lors du Salon international du livre d'Alger qui a accueilli l'Egypte comme invité d'honneur, que l'Algérie sera à l'honneur à la 49^e édition du Salon international du livre du Caire.

R. B.

Association culturelle Fen Nachit d'Oran

Formation de 60 jeunes aux métiers du théâtre

L'association culturelle Fen Nachit d'Oran lancera, samedi prochain, une formation aux métiers du 4^{ème} art au profit de 60 jeunes, a-t-on appris des initiateurs du stage.

Ce projet, intitulé «Formation autour des règles du théâtre», est inscrit dans le cadre du programme d'appui aux jeunes (Paje) et financé par l'Union européenne, en partenariat avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a souligné le président de cette association.

La formation cible des jeunes âgés entre 15

et 30 ans, sélectionnés parmi 150 candidats dont 60% sont des femmes, a précisé à l'APS, M. Hicham Benamara.

D'une durée de neuf mois, cette formation a pour but de former des compétences dans les différents métiers du 4^{ème} art au profit des troupes théâtrales relevant d'associations culturelles, de coopératives théâtrales, des Centres culturels et des Maisons de jeunes, a précisé de son côté, le dramaturge Samir Zemmouri, membre de l'association Fen Nachit.

La formation se déroulera sous forme d'ate-

liers dédiés à l'interprétation, l'écriture dramatique, la scénographie, la conception des décors, l'éclairage, le son et les effets spéciaux, a-t-il indiqué.

Elle est encadrée par des dramaturges, des universitaires et chercheurs en 4^{ème} art et permettra de monter une production théâtrale par les stagiaires.

L'association culturelle Fen Nachit, agréée en 2011, a initié plusieurs projets à Oran, dont Chabab Up, une manifestation qui a permis l'émergence de plusieurs jeunes comédiens.

T. B.

«PAROLES DE FEMMES»

" Le bonheur est comme l'écho : il vous répond
mais ne vient pas. "

Carmen Silva



FEMMES

ILS ONT DIT :

" Le dernier degré du bonheur est l'absence de tout mal. "

Epicure

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Tunisie

Conférence internationale «Femmes et pouvoir local» à Tunis

Une conférence internationale sur la participation des femmes au pouvoir local se tient depuis mardi à Tunis.

Intitulée «Femmes et pouvoir local», la rencontre internationale de deux jours dis- sèque la participation des femmes au pou- voir local, l'échange des expériences et le rôle des différents acteurs dans le renfor- cement de la participation des femmes à ce pouvoir.

Evoquant la nécessité de renforcer la participation de la femme tunisienne au pouvoir local, Neziha Labidi, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance a rap- pelé que le Chapitre VII de la constitution tunisienne de 2014 énonce des change- ments considérables.

Mme Labidi a notamment fait référence à l'article 34 selon lequel «l'Etat veille à garantir la représentativité des femmes dans les Assemblées élues», et à l'article 46 qui stipule de protéger leurs droits, garantir l'égalité entre hommes et femmes et renforcer la parité.

La ministre a mis l'accent sur l'effort de son département en faveur du renfor- cement de la participation de la femme tuni- sienne au pouvoir, affirmant que des méca- nismes ont été mis en place afin d'ap- pliquer les lois favorisant la parité, dont l'élaboration d'une stratégie portant sur l'appui de la prise de décision de la femme rurale. Plus de 3 000 familles rurales ont été formées, dans ce cadre, pour la prépa- ration des femmes au leadership, a-t-elle précisé. «L'implication de la femme au pouvoir local impose de procéder d'abord à assurer l'autonomisation économique de la femme», a souligné la ministre.

«1 736 projets réalisés par des femmes ont été financés, en fin du mois d'août, par le ministère en collaboration avec la banque tunisienne de solidarité (BTS),



dans l'objectif d'assurer une émancipation économique des femmes et de leurs familles», a ajouté Labidi. De son côté, Riadh Mouakhar, ministre des Affaires locales et de l'Environnement, a mis en relief la nécessité de la quête des pistes d'appui au rôle de la femme tunisienne dans le pouvoir local, citant l'exemple des prochaines échéances politiques en Tunisie, en l'occurrence les élections municipales. Cette étape, a-t-il expliqué, est une opportunité pour consacrer les principes de la Constitution. M. Mouakhar a rappelé, dans ce même cadre, que son département a veillé à améliorer et à mettre en place les mécanismes et les

législations afin de les adapter à ce princi- pe de parité, en intégrant l'approche genre dans tous les programmes du ministère et en veillant, aussi, à assurer l'égalité entre la femme rurale et la femme citadine. Près de 300 femmes ont été formées dans le cadre de la préparation des femmes tuni- siennes à devenir des actrices politiques, a-t-il précisé. Pour sa part, William Massolin, chef du bureau du Conseil de l'Europe en Tunisie a affirmé qu'il faut que ce cadre législatif tunisien soit mis en application pour consacrer l'égalité des chances dans la participation au pou- voir. Il a évoqué, à cette occasion, l'im- portance de l'échange des expertises et

de la comparaison des situations en la matière entre les différents pays.

Cette conférence internationale organisée à l'initiative du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance et du ministère des Affaires locales et de l'Environnement a réuni différents participants, dont des responsables gouvernementaux et des institutions publiques, des collectivités locales, des parlementaires, des experts inter- nationaux, des représentants de mis- sions diplomatiques et d'organisations internationales, ainsi que des organisa- tions de la société civile et du secteur académique.

BEAUTÉ



VITAMINE E : POUR LA PEAU

La vitamine E n'est pas nécessaire unique- ment pour les femmes, mais elle a une grande importance pour la peau. C'est donc, entre autres avantages, une vitamine "beauté". Elle renforce le film de lipides qui protège notre peau contre les agressions (rayons UV, pollu- tion, fumée de cigarette) et diminue aussi le vieillissement des cellules. Certaines crèmes ou produits de beauté contiennent de la vitami- ne E, mais vous pouvez aussi la trouver dans votre alimentation. Les aliments riches en vitami- ne E : huiles et margarines végétales, fruits secs oléagineux (cacahuètes), germe de blé et d'autres céréales, légumes verts, beurre, foie.

VITAMINE D : ATTENTION LES OS !

La vitamine D est un peu particulière, puisque notre peau peut la synthétiser si elle est exposée aux rayons du soleil. Cependant, cette source n'est pas suffisante, et aujour- d'hui encore moins qu'hier. Notre style de vie toujours plus tourné vers l'intérieur et le fait que nous nous protégeons (à juste titre) de plus en plus efficacement contre les rayons du soleil pour diminuer notre risque de dévelop- per un cancer de la peau fait que notre corps reçoit au final assez peu de rayons UV. Or la vitamine D est très importante pour la fixation du calcium sur les os. Les femmes, très sujettes à l'ostéoporose, en ont donc un grand

Quelle vitamine pour les femmes

besoin. Récemment, un effet protecteur de la vitamine D contre le cancer a aussi été démontré. Les aliments riches en vitamine D : foie, poissons et huile de foie de morue, jaune d'œuf, lait entier

VITAMINE B9 : L'ACIDE FOLIQUE POUR LES BÉBÉS

L'acide folique est une vitamine fondamen- tale pour la formation des cellules de l'organism- e pendant toute la vie ; mais pendant la gros- sesse il est encore plus important parce qu'il intervient dans la formation du système ner-

veux central du bébé. Il est donc conseillé aux femmes enceintes de prendre une supplémen- tation en acide folique; et même, parce que le système nerveux se forme dans les toutes pre- mières semaines de la grossesse, de com- mencer dès que la conception est program- mée. Attention ! Ce conseil n'est pas valable uniquement pour les femmes... Une étude récente a montré que les pères aussi gagna- raient à augmenter leur consommation d'acide folique.

Les aliments riches en vitamine B9 : foie, lait, fromages, légumes verts

ANTI-ÂGE

4 recettes beauté naturelles à faire soi-même

Les cosmétiques naturels sont aussi effi- caces que les soins industriels pour estomper les rides et lisser son visage. En plus d'être effi- caces, ils sont dépourvus d'ingrédients chi- miques et plus respectueux de la peau. Bonne nouvelle, certains soins anti-âge peuvent être réalisés chez soi. Essayez ces quatre recettes cosmético 100 % naturelles.

ZOOM SUR LES INGRÉDIENTS

La fleur d'hibiscus, utilisée dans la recette du démaquillant, est connue pour ses vertus antioxydante, rafraîchissante et hydratante. Ses anthocyanes (pigments végétaux) protè- gent des effets du vieillissement sur la peau, c'est pourquoi on retrouve l'hibiscus dans de nombreux cosmétiques.

L'huile essentielle de rose (rosa damasce- na), que vous retrouvez dans la recette du gommage, ne doit pas sa réputation unique- ment à son parfum puissant et enivrant. Tonique et régénérante, elle est adulée par les peaux matures pour ses propriétés anti-âge.

Le chocolat, lui, sait exciter les papilles mais il est aussi parfait pour chouchouter des peaux en quête de douceur. Sans compter qu'il renferme des polyphénols, de puissants anti- oxydants naturels, qui aident à lutter contre les signes du temps.

Les baies de goji. Stars des superfruits, ces précieuses baies rouges gorgées de vitamines et de minéraux, stimulent l'activité cellulaire et préviennent les premières rides.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Ould Ali El Hadi (Ministre de la Jeunesse et des Sports)

"La LFP et la direction du 5-Juillet doivent coordonner leurs calendriers"

■ La Ligue de football professionnel (LFP) et la direction du stade 5-Juillet «doivent coordonner leurs calendriers à l'avenir, pour une meilleure gestion de cette enceinte» a préconisé mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, en marge d'une visite inaugurale à la foire d'Alger. «Le travail de la Ligue est étroitement lié à celui de la direction du stade 5-Juillet, car certains des matchs qu'elle programme s'y déroulent. Il est donc nécessaire que ces deux structures coordonnent leurs actions à l'avenir, pour éviter d'événements désagréments», a indiqué Ould Ali après l'inauguration du Salon du sport et de la remise en forme au Palais des Expositions (SAFEX) d'Alger. L'USM Alger et le MC Alger, les deux derniers clubs à avoir utilisé le stade du 5-Juillet pour leurs joutes continentales se sont en effet plaints de l'état désastreux dans lequel se trouve actuellement la pelouse du grand terrain, affirmant qu'elle n'aidait point leurs joueurs dans leur quête de bien représenter le football algérien sur la scène africaine. Une situation qui a même géré une certaine consternation chez l'opinion publique, surtout au vu des gros investissements qui ont été faits pour réaliser cette nouvelle pelouse. «Nous avons mené une enquête pour essayer de comprendre ce qui s'est passé, et il s'est avéré que la direction du stade 5-Juillet a récupéré cette enceinte plus tard que prévu, car l'USM Alger a continué à y recevoir jusqu'à la mi-juillet. Ainsi, le semis ne s'est pas fait dans les temps, et lorsque la nouvelle saison a démarré, le gazon n'avait pas encore bien pris. Le fait que le 5-Juillet ait abrité les matchs de l'USMA et du MCA à seulement 24 heures d'intervalle n'a pas été pour arranger les choses» a encore expliqué le ministre. Un calendrier «mieux élaboré» est donc préconisé pour éviter ce genre de désagréments à l'avenir, ce qui implique une étroite collaboration entre la LFP, la direction du 5-Juillet et toutes les autres structures concernées. «Cette coordination doit s'étendre à tous les stades d'Algérie, même à Constantine, Oran et Annaba, car même là-bas, les jardiniers doivent avoir le temps de faire correctement leur travail, entre la fin de la première saison et le début de la seconde» a encore préconisé Ould Ali, espérant que «la réception des stades de Baraki et Douéra, d'ici 2019, permettra de réduire la grosse charge qui pèse actuellement sur les stades Tchaker et le 5-Juillet».

Demi finale de la Ligue des champions d'Afrique/USMA-WA Casablanca demain à 18h

Soustara veut éviter le piège marocain



Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, l'USM Alger dispute demain après-midi la demi-finale aller face au club marocain du WA Casablanca au stade du 05 juillet et devrait se donner à fond pour tenter de prendre option pour la qualification pour la finale de la prestigieuse des compétitions africaines. Les Rouge et Noir ne sont qu'à trois matchs du rêve africain et savent qu'ils doivent désormais être concentrés à cent pour cent pour remporter le titre suprême qu'ils veulent de tout leurs vœux. Qualifiés aux forçeps au dernier

carré grâce au but inscrit à l'extérieur face aux Mozambicains de Ferroviario, les gars de Soustara savent maintenant qu'ils n'ont pas droit à l'erreur et qu'ils se doivent d'être concentrés sur leur sujet pour espérer arracher ce ticket pour la finale. Ils devront marquer au moins un à deux buts et surtout éviter d'encaisser au risque de se compliquer la vie lors de la manche retour. Les poulains du coach belge, Put, savent ce qui les attend et se doivent d'éviter les erreurs commises lors de la dernière rencontre où ils avaient failli en ne réussissant pas à marquer au stade olympique en pré-

tant l'état de la pelouse qu'ils jugeaient catastrophique. Les coéquipiers de Meziane sont conscients que la mission est compliquée face aux Marocains qui ne se déplaceront pas en touristes à Alger et qui tenteront de créer la surprise et revenir avec le nul avant la manche retour. Les Widadis qui ont créé la sensation en éliminant le tenant du titre souhaitent repartir avec le meilleur résultat possible pour être à l'aise pour la manche retour et donc réussir à décrocher le billet de la qualification pour la finale.

Imad M.

Ligue I Mobilis (5e journée)

Derby exaltant à l'Ouest, le MCA en danger

■ Les matchs avancés de la 5e journée de Ligue I Mobilis seront très disputés avec des chocs très intéressants à suivre. Ainsi, il y aura ce chaud derby de l'Ouest qui opposera le MC Oran à l'USM Bel Abbés. Les Oranais qui avaient surpris le DRBT chez lui lors de la précédente journée souhaitent continuer sur cette même lancée et confirmer leur réveil en enregistrant une autre victoire. Ils se doivent d'être bien concentrés sur leur sujet s'ils souhaitent l'emporter et donc se hisser aux premières places. Cela ne sera pas quand même facile face à une formation déterminée comme l'USMBA qui souhaite aussi se reprendre après des résultats en dents de scie. Il leur faudra donc être patients tout au long du match pour réussir le meilleur résultat possible. De son côté, le MC Alger qui

reste sur une élimination en Coupe de la CAF se rendra à Constantine pour donner la réplique au CSC. Le Doyen risque d'être bouffé par les Sanafir qui ont réussi un sans faute à domicile et qui comptent continuer sur cette série. Les gars de l'Antique Cirta sont, en tout cas, décidés à jouer à fond cette saison et faire tout pour réussir une belle saison et oublier le parcours catastrophique de la saison dernière. L'O Médéa reçoit dans son antre du stade Imam Liès le nouveau promu en L1, l'US Biskra et devrait normalement l'emporter. Les gars de la ville du Tétré sont conscients de ce qui les attends et se donneront à fond pour être au rendez-vous et prendre les trois points qui restent très importants pour eux. Mais ils doivent se méfier de l'équipe des Zibans qui n'a rien à perdre et

qui jettera toutes ses forces dans la bataille pour tenter de créer la surprise. Enfin, la JS Saoura reçoit à domicile le Paradou AC et devrait continuer sa belle série sachant qu'elle n'a pas perdu de matchs à domicile depuis l'entame de la saison. Toutefois, le Paradou n'est pas une équipe facile à manier et pratique l'un des plus beaux de la L1 si ce n'est le meilleur et le représentant du sud devrait s'en méfier.

I. M.

■ **Le programme :**
Vendredi 29 septembre à 17h :
OM-USB (16h)
MCO-USMBA
CSC-MCA
JSS-PAC (19h)

Ligue II Mobilis (5e journée)

Les co-leaders pour la confirmation

■ Les deux co-leaders, l'AS Aïn Mliia et la JSM Skikda seront en danger pour cette cinquième journée de la Ligue II Mobilis, en ayant des déplacements très difficiles à négocier. Ainsi, les gars du Rusikada iront rendre visite au RC Rézilane qui a un besoin pressant de points pour se relancer dans la course à l'accession en Ligue I Mobilis. Les Skikdis sont conscients de ce qui les attends au cours de cette confrontation, mais sont décidés à se donner à fond pour revenir avec le meilleur résultat possible. Les poulains de Gomes qui voyagent bien souhaitent remettre ça et pourquoi pas revenir avec les trois points du succès. De son côté, l'AS Aïn Mliia se déplacera à Alger pour donner la réplique au RC Kouba. Auteur d'un début catastro-

phique, la formation koubéenne se doit de l'emporter si elle souhaite sortir de cette situation difficile et avec le soutien de son public, elle devrait pouvoir réussir le plus important. Toutefois, les Mliilis ne l'entendront pas de cette oreille et tenteront encore une fois de créer la surprise et de revenir au moins avec le point du nul, ce qui reste dans ses cordes. Le choc de la journée est sans doute ce match celui qui opposera le CA Bordj Bou Arreridj au MO Béjaïa. Les Borjiens qui reviennent en force souhaitent aligner un autre succès alors que les Bougiotes veulent revenir au moins avec le point du nul de ce déplacement difficile. L'autre formation de la ville des Hammadites, la JSMB, jouera à domicile et recevra un autre prétendant à l'ac-

cession, à savoir, l'ASO qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui fera tout pour au moins arracher le point du nul. Pour le reste des matchs, les formations locales partent avec les faveurs du pronostic même si tout reste possible en football.

I.M.

■ **Le programme :**
Vendredi 29 septembre à 16h :
CRBAF-CAB
RCR-JSMS
WAT-MCS
GCM-ASMO
CABBA-MOB
ABS-MCEE
RCK-ASAM (17h)
JSMB-ASO (17h)

Equipe nationale de football Convocation de Mohamed Fares contre le Cameroun

■ L'attaquant algérien de l'Hellas Vérone Mohamed Fares a été convoqué pour le match Cameroun-Algérie prévu le 7 octobre à Yaoundé dans le cadre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018, a indiqué le club italien de Serie A mardi. «Première convocation avec la sélection algérienne pour Mohamed Fares. Le joueur a été sélectionné par l'entraîneur Lucas Alacaraz pour le match Cameroun-Algérie du 7 octobre à Yaoundé», écrit le site officiel de l'Hellas Vérone. Passé par le centre de formation de Bordeaux (Ligue 1 française), l'ailier algérien a prolongé en août dernier son contrat avec l'avant-dernier de Serie A jusqu'en 2021. Il avait rejoint le club italien en juillet 2015. Il a pris part à trois matchs depuis l'entame de la saison 2017-2018 dont deux comme titulaire sans marquer de but. Selon la même source, Mohamed Fares qui joue comme ailier gauche, rejoindra le stage des Verts le 2 octobre prochain au centre technique de Sidi Moussa (Alger). La rencontre Cameroun-Algérie est sans enjeu puisque les deux sélections sont d'ores et déjà éliminées de la course à la Coupe du Monde 2018. L'Algérie est lanterne rouge du groupe B avec un seul point, devancée par le Cameroun (3 pts). Le seul billet qualificatif se jouera entre le Nigeria, leader avec 10 points et la Zambie (7 points).

Malgré une scolarisation de plusieurs années Des millions d'enfants incapables de lire ou compter

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, des millions d'enfants ne savent ni lire, ni écrire, ni résoudre des opérations de mathématiques élémentaires même après avoir passé plusieurs années sur les bancs de l'école, a révélé mardi la Banque mondiale.

« Cette crise de l'apprentissage scolaire accentue les disparités sociales au lieu de les réduire », constate-t-elle dans un rapport.

« Les jeunes élèves déjà défavorisés par la pauvreté, les conflits, leur genre ou un handicap entrent dans la vie adulte sans avoir acquis ne serait-ce que les compétences de base », ajoute-t-elle. Lorsqu'on a demandé à des élèves de troisième année de l'école primaire au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda de lire en anglais ou en swahili une phrase simple du genre « le nom du chien est Fido », les trois quarts d'entre eux n'ont ainsi pas compris ce qu'elle voulait dire.

« Dans les campagnes indiennes, près de trois quarts des élèves de troisième année du primaire n'ont pas pu faire une opération de soustraction à deux chiffres telle que 46-17 », selon un autre exemple. « En cinquième année du primaire, la moitié en était toujours incapable ». La Banque mondiale note en outre que malgré une amélioration des compétences des Brésiliens âgés de 15 ans, au rythme actuel, ils n'atteindront pas la note moyenne en mathématiques des pays riches avant 75 ans. Et il leur faudra 263 ans pour atteindre le niveau moyen en lecture. « Cette crise de l'apprentissage (scolaire) est d'ordre moral et économique », a commenté Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, observant qu'un bon apprentissage scolaire était notamment synonyme de « perspective d'emploi ».

Le rapport ajoute que, selon les évaluations internationales de référence en matière de lecture, de calcul et d'écriture, les notes de l'élève moyen d'un pays pauvre sont inférieures à celles de 95% des élèves de pays à revenu élevé. Et, pour les élèves affichant d'excellentes performances dans certains pays à revenu intermédiaire, leur niveau équivaut seulement au niveau inférieur des élèves d'un pays plus riche. Le rapport souligne cependant que des progrès importants peuvent être réalisés dès lors que « l'apprentissage scolaire devient une priorité pour les dirigeants ». La Corée du Sud y est citée en exemple car la scolarisation pour tous a été mise en place en 1995 avec un enseignement de qualité jusqu'au secondaire, si bien que ses jeunes se hissent désormais au plus haut niveau dans les classements internationaux alors que le pays avait un taux d'alphabétisation extrêmement faible au début des années 1950. Les résultats du Vietnam sont aussi éloquentes : à un test de suivi des acquis des élèves du second cycle du secondaire en mathématiques, science et lecture de l'Ocde réalisé en 2012, les résultats ont montré que ses jeunes de 15 ans avaient le même niveau que ceux d'Allemagne bien que ce pays soit nettement plus pauvre. **APS**



Les mis en cause poursuivis pour escroquerie Plusieurs peines prononcées dans l'affaire dite Ansej



Des peines de trois ans, 18 mois et une année de prison ferme ainsi que des amendes de 764 millions de dinars et 764 000 DA ont été prononcées hier par le pôle pénal spécialisé d'Oran contre les huit accusés dans l'affaire dite Ansej, a-t-on constaté. Les huit personnes ont comparu pour association de malfaiteurs, fuite de capitaux, escroquerie et infraction à la législation des changes, dont les victimes sont l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes), le Trésor public et la Banque extérieure d'Algérie (BEA), ainsi qu'un jeune promoteur.

D'autre part, l'un des accusés, frère du principal mis en cause, a été relaxé et

le jeune promoteur, plaignant dans cette affaire, a bénéficié, quant à lui, de 500 000 DA de dommages et intérêts.

En outre, le juge a refusé la constitution de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) comme partie civile dans cette affaire.

A l'issue du procès, ouvert le 13 septembre dernier au pôle pénal spécialisé d'Oran, des peines de 6 ans et de 18 mois de prison ferme, ainsi que 950 millions de dinars et 800 000 DA avaient été requises contre les accusés.

La genèse de cette affaire remonte au mois de décembre 2014, lorsqu'un jeune promoteur obtient un crédit de la part de l'Ansej Oran pour acquérir une machine de recyclage de plastique en granulés qui

devait être importée de Chine. Le jeune porteur de projet a pris attache avec un représentant d'une société chinoise pour importer ce matériel industriel.

Cependant, quelques mois plus tard, au lieu de recevoir une machine neuve, l'importateur en question, principal accusé dans cette affaire, lui livra une vieille machine, importée d'Espagne d'une valeur n'excédant pas les 10 000 dollars, soit plus de 10 fois moins chère que la machine neuve commandée valant 110 000 dollars.

La victime a alors déposé plainte pour escroquerie et les investigations de la police ont abouti à l'arrestation et l'inculpation de l'importateur, accusé de constitution d'une bande de malfaiteurs, escroquerie et infraction à la législation de change, ainsi que les frères du principal accusé et le directeur d'une agence BEA.

Dans leurs déclarations, les sept accusés avaient tous nié leurs implications dans cette affaire et sur 27 témoins concernés par ce procès, seuls deux étaient présents à l'audience, dont le transitaire et la représentante de la BEA. **R. N.**

Oran

Mise en échec de trois tentatives de hargha

Les services de la Gendarmerie nationale ont mis en échec, mardi sur le littoral ouest du pays, trois tentatives d'émigration clandestine, a-t-on appris hier auprès de ce corps sécuritaire.

Au total 20 candidats à l'émigration clandestine ont été appréhendés à Oran, Mostaganem et Aïn Témouchent lors des opérations distinctes.

Exploitant une information parvenue sur le numéro vert (10/55), faisant état d'un groupe de jeunes qui s'apprentent à regagner les côtes à partir de la plage de Aïn Defla dans la localité de Kristel (commune de Gdyl), les gendarmes de la brigade territoriale de Gdyl se sont rendus sur les lieux zone côtière et ont appréhendé sept citoyens. Une enquête est ouverte sur cette affaire.

Par ailleurs, et agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Bouzedjar ont interpellé à hauteur de la plage Sbiâat commune de Bouzedjar, neuf citoyens

qui s'apprentaient à rallier clandestinement les côtes espagnoles.

Une embarcation monomoteur, une pompe à air et un appareil de navigation GPS ont été saisis dans cette opération et une enquête est ouverte sur cette affaire.

Dans la même journée, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mostaganem a été contacté sur le numéro vert par un citoyen qui a avisé qu'un groupe de jeunes s'apprentaient à regagner clandestinement les côtes espagnoles à partir de la commune d'Ouled Boughalem.

Aussitôt alertés, les gendarmes de la brigade d'Ouled Boughalem ont interpellé à hauteur de la plage El Kaf Lesfar de la localité, quatre citoyens qui étaient à bord de deux véhicules. Ils étaient en possession des effets vestimentaires, selon la même source, indiquant qu'une enquête est ouverte sur cette affaire. **Reda A.**

ACTU...

Tébessa

Trois bombes artisanales détruites par l'armée

Trois bombes de confection artisanale ont été détruites mardi à Tébessa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a détruit, le 26 septembre 2017 à Tébessa/5^{ème} RM, trois bombes de confection artisanale » a précisé la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tlemcen, Ouargla, In Guezzam et Bordj Mokhtar, 15 contrebandiers et ont saisi 55 kg de kif traité, ainsi qu'un véhicule tout-terrain, 400 unités de différentes boissons et des outils d'orpillage.

Par ailleurs des gardes-côtes ont intercepté à Ténès, Mostaganem et Aïn Témouchent /2^{ème} RM ainsi qu'à Annaba et Skikda /5^{ème} RM, 121 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 58 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Béchar, Tlemcen, In Guezzam et Adrar. **Bilal L.**

Médéa

Démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants

Un réseau de trafiquants de stupéfiants, opérant à travers plusieurs régions du pays, a été démantelé récemment par les éléments de la police judiciaire de Médéa, a-t-on appris hier auprès de la Sûreté de wilaya.

Agissant sur la base de renseignements faisant état d'un trafic de stupéfiants, alimenté à partir d'une wilaya de l'ouest du pays, les éléments de police judiciaire de Médéa ont procédé, lors d'un contrôle de véhicule, à l'arrestation d'un premier suspect, qui s'est avéré être le principal convoyeur de ce réseau de trafiquants, a indiqué la même source.

La fouille du véhicule a permis de découvrir des plaquettes de kif traité, soigneusement dissimulées, destinées à être écoulées au niveau de la ville de Médéa, a-t-on ajouté, précisant que l'enquête diligentée par ce service de police a abouti à l'identification de deux autres complices, installés dans une grande wilaya de l'ouest du pays.

Des plaquettes de kif traité ont été récupérées lors de l'arrestation de ces deux individus, opérée avec la coopération des services de police judiciaires de leurs wilayas concernées, a-t-on signalé. **M. K.**

Fête de Achoura

La journée de dimanche chômée et payée

La journée de dimanche 10 Moharram 1439 de l'Hégire correspondant au 1^{er} octobre 2017, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, indique hier la direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans un communiqué. Les personnels exerçant en travail posté ou à la journée « sont toutefois tenus d'assurer la continuité du service », ajoute la même source.

Cette mesure intervient conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, précise-t-on. **R. N.**